

Schémas d'intégration commerciale et pauvreté

Chapitre

3

A. Introduction

Dans le chapitre précédent, nous avons mis en évidence diverses relations de cause à effet dont le jeu, dans nombre de PMA, amène la pauvreté généralisée à persister, voire à augmenter, sans prendre en compte les relations économiques internationales. Mais ces relations ont des incidences au niveau de tout pays n'étant pas totalement à l'écart de l'économie mondiale et, avec la globalisation des systèmes de production et des moyens de financement et la libéralisation des activités économiques, sont même de plus en plus étroitement impliquées dans les processus d'accumulation et l'accroissement de la productivité, ainsi que dans l'évolution des inégalités et de la pauvreté. Dans le présent chapitre et dans le suivant, nous mettrons l'accent sur la relation qui existe entre le commerce international et la pauvreté dans les PMA, afin de voir si la structure actuelle des échanges contribue à creuser l'ornière de la pauvreté ou aide les pays à en sortir.

Actuellement, bien des conseils donnés à l'échelon international en matière de politique générale, comme d'ailleurs les conditions qui régissent l'octroi de financements à des conditions de faveur reposent sur la thèse selon laquelle l'une des principales causes de la persistance de la pauvreté dans les pays les moins avancés est à chercher dans leur faible niveau d'intégration dans l'économie mondiale au travers des échanges, qui, de son côté, tient au fait que les PMA ne sont pas parvenus à adopter des régimes d'échanges commerciaux suffisamment ouverts¹. Cette thèse est brouillée par les faiblesses conceptuelles et les imprécisions sémantiques qui entourent la notion fondamentale d'« intégration » (voir l'encadré 9). Elle n'a pas non plus un très bon fondement empirique, d'une part parce qu'il est difficile de quantifier la nature des régimes nationaux d'échanges commerciaux et d'autre part parce que l'on manque de statistiques adéquates sur la pauvreté. Dans le présent chapitre, nous utiliserons la nouvelle série d'estimations de la pauvreté concernant les PMA, de manière à remédier à cette déficience. Nous décrivons quelques-unes des principales caractéristiques des échanges internationaux des PMA (section B), en distinguant le niveau d'intégration commerciale, la forme d'intégration commerciale (définie par la composition des exportations et des importations de biens et de services), le degré de marginalisation dans les courants d'échanges mondiaux et le degré de libéralisation des échanges. Nous nous attacherons ensuite à définir, dans la mesure du possible, la nature exacte des relations entre la pauvreté et a) la libéralisation des échanges (section C), b) l'orientation à l'exportation (section D) et c) la structure des exportations (section E). Enfin, dans la section F, nous passerons en revue quelques-uns des facteurs qui influent sur les retombées des exportations de produits de base, de produits manufacturés et de services qui sont de nature à faire reculer la pauvreté.

Le principal message délivré dans le présent chapitre est que l'idée reçue actuellement, selon laquelle la pauvreté persistante des PMA est due à leur faible niveau d'intégration commerciale et à une libéralisation insuffisante de leurs échanges, est extrêmement simpliste. La persistance d'une pauvreté généralisée est moins liée à un faible niveau d'intégration dans l'économie mondiale, et à une libéralisation insuffisante des échanges, qu'à la forme que revêt l'intégration commerciale. Dans les PMA, il existe un lien évident entre la dépendance à l'égard des exportations de produits de base et l'incidence de l'extrême pauvreté, définie par la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour. Dans le prochain chapitre, nous examinerons plus en détail la nature exacte de ce lien et passerons en revue quelques-uns des nouveaux

L'idée reçue actuellement, selon laquelle la pauvreté persistante des PMA est due à leur faible niveau d'intégration commerciale et à une libéralisation insuffisante de leurs échanges, est extrêmement simpliste.

La persistance d'une pauvreté généralisée est moins liée à un faible niveau d'intégration dans l'économie mondiale, et à une libéralisation insuffisante des échanges, qu'à la forme que revêt l'intégration commerciale.

ENCADRÉ 9. QUELQUES FAIBLESSES CONCEPTUELLES ET SÉMANTIQUES DU DÉBAT POLITIQUE SUR LA RELATION ENTRE LE COMMERCE ET LA PAUVRETÉ

Le débat actuel sur la relation entre le commerce international et la pauvreté, pour ce qui concerne les pays en développement en général et les pays les moins avancés en particulier, présente un certain nombre de sévères déficiences qui empêchent la mise en œuvre de politiques efficaces de lutte contre la pauvreté.

Premièrement, l'emploi de termes clés tels que « orientation vers l'extérieur », « ouverture », « intégration » et « marginalisation » baigne dans un certain flou sémantique. Par « intégrer » les PMA dans l'économie mondiale, on peut tout aussi bien comprendre, et c'est d'ailleurs ce qui se produit, accroître leur part du commerce mondial total (l'opposé de la marginalisation), accroître l'orientation commerciale de leur économie (mesurée par le rapport des exportations et des importations totales au PIB), ou encore accroître leur intégration institutionnelle dans le système commercial multilatéral énoncé dans les règles et procédures de l'OMC. On mesure l'« ouverture » d'une économie nationale au sens commercial à l'aide soit d'un indicateur d'orientation des échanges (ratio commerce/PIB) soit d'un indicateur des restrictions au commerce (telles que les obstacles tarifaires et non tarifaires) et l'on est souvent parti de l'idée que le premier était un bon indicateur supplétif du second. Il reste que cette idée exclut de fait tout débat sur les questions suivantes: Quel rapport existe-t-il entre les politiques commerciales et l'orientation commerciale, ainsi qu'entre elles et la croissance?; et b) quelles sont les politiques commerciales et autres que les pays devraient adopter pour s'intégrer dans l'économie mondiale d'une manière qui favorise leur développement durable? De même, on s'est servi du terme « orienté vers l'extérieur » comme adjectif pour décrire aussi bien un type de politique commerciale (ne faisant état d'aucune prévention à l'égard des exportations) que le degré d'orientation à l'exportation ou d'orientation commerciale (mesuré par le ratio exportations/PIB ou commerce/PIB) d'une économie. Et on a aussi assimilé un régime commercial « orienté vers l'extérieur » à une façon de supprimer des obstacles au commerce, même si on reconnaît à juste titre que c'est un régime qui apporte des mesures d'encouragement ne faisant aucune distinction entre la production destinée aux marchés extérieurs et celle destinée aux marchés intérieurs, et qu'il peut aussi bien être finalisé par la libéralisation des échanges que par la mise en place d'un ensemble judicieux de mesures d'aide à l'exportation et de restrictions à l'importation (Bhagwati, 1988).

Deuxièmement, le débat sur le commerce et la pauvreté ne fait souvent pas cas des types de biens et services qui sont échangés. Or, la relation entre les exportations, la croissance et la pauvreté sera probablement différente si les produits exportés sont des produits à forte élasticité de la demande par rapport au revenu ou présentant un fort potentiel pour accroître la productivité et les effets d'entraînement. On ne saurait donc s'attendre à ce que la relation soit la même pour les économies qui exportent des produits de base que pour celles qui exportent des produits manufacturés.

Troisièmement, la question de la relation entre le commerce et la pauvreté n'est pas étudiée avec celles concernant le financement du développement des échanges. Pourtant, la façon dont peut se faire l'investissement en biens marchands (qu'il s'agisse d'activités d'exportation ou de marchandises pouvant être substituées aux importations) dans des situations de pauvreté généralisée, tout comme la manière dont le commerce lui-même est financé, revêt une importance capitale dans la plupart des PMA. Dans ces pays, l'aide doit jouer un rôle central dans le développement des échanges. Il faut également prendre en compte les relations d'interdépendance qui existent entre la croissance des exportations et la constitution d'une dette extérieure écrasante (une croissance lente des exportations favorisant l'apparition d'un problème de dette et le poids de la dette, de son côté, rendant plus difficile une croissance plus rapide des exportations) lorsque l'on étudie la relation entre le commerce et la pauvreté dans les pays démunis.

Quatrièmement, on néglige souvent, dans le cadre d'un débat général, de différencier les problèmes et les besoins de pays se situant à des niveaux de développement différents. La théorie selon laquelle les économies tournées vers l'extérieur se développaient plus rapidement a été émise au départ, voici plus de 30 ans, en considération d'économies qui, ultérieurement, ont été décrites comme « semi-industriels » (Balassa, 1970). C'est dans les années 80 que l'on en a élargi la portée géographique pour l'appliquer à tous les pays en développement. Mais la question de savoir s'il est judicieux d'élargir ainsi le champ d'application de cette théorie (dont le sens lui-même a besoin d'être clarifié eu égard aux réserves émises plus haut) nécessite une validation empirique. Il est à priori peu probable que la libéralisation des échanges ait les mêmes effets dans un pays comptant peu d'entreprises nationales que dans un pays où le secteur des entreprises est bien développé. La question que l'on doit se poser est la suivante: Quelle incidence la libéralisation des échanges a-t-elle dans un PMA type où, aux taux de change officiels et aux prix courants, la consommation privée moyenne par habitant n'est que de 57 cents (0,57 dollar) par jour?

Enfin, on observe des différences croissantes dans les structures commerciales et les capacités d'exportation des pays les moins avancés. Il faut que les mesures arrêtées au plan national dans le but de promouvoir les échanges les prennent en considération, et que toutes les mesures susceptibles d'être prises au plan international pour enrayer la marginalisation des PMA dans les courants d'échange mondiaux, telles que celles visant à améliorer l'accès au marché, soient elles aussi étudiées en en tenant compte.

facteurs de vulnérabilité qui font peser un risque de dégradation de la situation dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et de services où l'extrême pauvreté a tendance à être moins largement répandue, voire même, assez souvent, à reculer. Nous étendrons l'analyse au problème du cercle vicieux dans lequel la pauvreté enferme la plupart des PMA, arguant du fait qu'il est d'ampleur internationale et que la mondialisation sous sa forme actuelle tend à l'aggraver.

B. Intégration commerciale, marginalisation et libéralisation : situation et évolution

L'analyse des relations commerciales internationales des PMA a tendance à porter à un certain nombre de généralisations qui ne reflètent pas nécessairement la réalité telle qu'elle est (Kirchbach, 2001). Elle conduit notamment à des énoncés tels que « les ratios commerce/PIB sont faibles dans les PMA »; « Tous les PMA exportent des produits de base »; « Tous les PMA sont en marge des courants commerciaux mondiaux, et cette marginalisation s'accroît inexorablement »; et « Les PMA ont tous des régimes d'échanges commerciaux fermés ». Dans la présente section, nous allons examiner ces assertions afin d'en déterminer le degré de validité dont il sera tenu compte dans l'étude de la relation entre commerce et pauvreté, qui suivra².

1. NIVEAU D'INTÉGRATION COMMERCIALE

Les échanges internationaux sont d'une très grande importance pour l'économie des PMA. En 1997-1998, les exportations et importations de biens et de services ont représenté 43 % de leur PIB en moyenne (tableau 25). Dans 22 des 39 PMA pour lesquels on dispose de données sur cet indicateur, l'économie a été axée sur le commerce à plus de 50 %. Le niveau moyen d'intégration commerciale des PMA est proche de la moyenne mondiale et pratiquement identique aussi à la moyenne calculée pour le groupe de pays considérés dans un rapport récent du Policy Research Unit de la Banque mondiale comme étant les « pays en développement les plus mondialisés » (Banque mondiale, 2002b: 51). De fait, il est supérieur à celui des pays de l'OCDE à revenu élevé. Il n'y a que huit PMA pour lesquels on dispose de données où l'intégration de l'économie nationale avec le reste du monde par le biais des échanges (mesurée par la part du commerce dans le PIB) est inférieure au niveau moyen enregistré dans les économies avancées. Mais, pour le groupe des PMA, le niveau d'intégration commerciale est inférieur à celui des pays à faible revenu et des pays à revenu faible et intermédiaire³.

Le niveau moyen d'intégration commerciale des PMA était relativement élevé au début des années 80, en particulier pour ce qui est des pays à faible revenus pris globalement, puis il a baissé, pour remonter dans les années 90. Aux prix courants, la part afférente aux exportations et importations de biens et de services dans le PIB de l'ensemble des PMA a augmenté de 25 % entre 1987-1989 et 1997-1998. Cela représente un accroissement proportionnel du ratio commerce/PIB plus important que la moyenne mondiale, mais inférieur à celui observé dans d'autres pays en développement et bien moindre que celui enregistré dans les « pays en développement les plus mondialisés », considérés comme tels en raison de l'importance croissante du commerce dans leur économie et partis du niveau d'intégration commerciale le plus bas au début des années 80.

Les échanges internationaux sont d'une très grande importance pour l'économie des PMA. En 1997-1998, les exportations et importations de biens et de services ont représenté 43 % de leur PIB en moyenne.

TABLEAU 25. PART DU COMMERCE DANS LE PIB, POUR LES PMA ET D'AUTRES GROUPES DE PAYS
1981–1983, 1987–1989 ET 1997–1998

(En pourcentage)

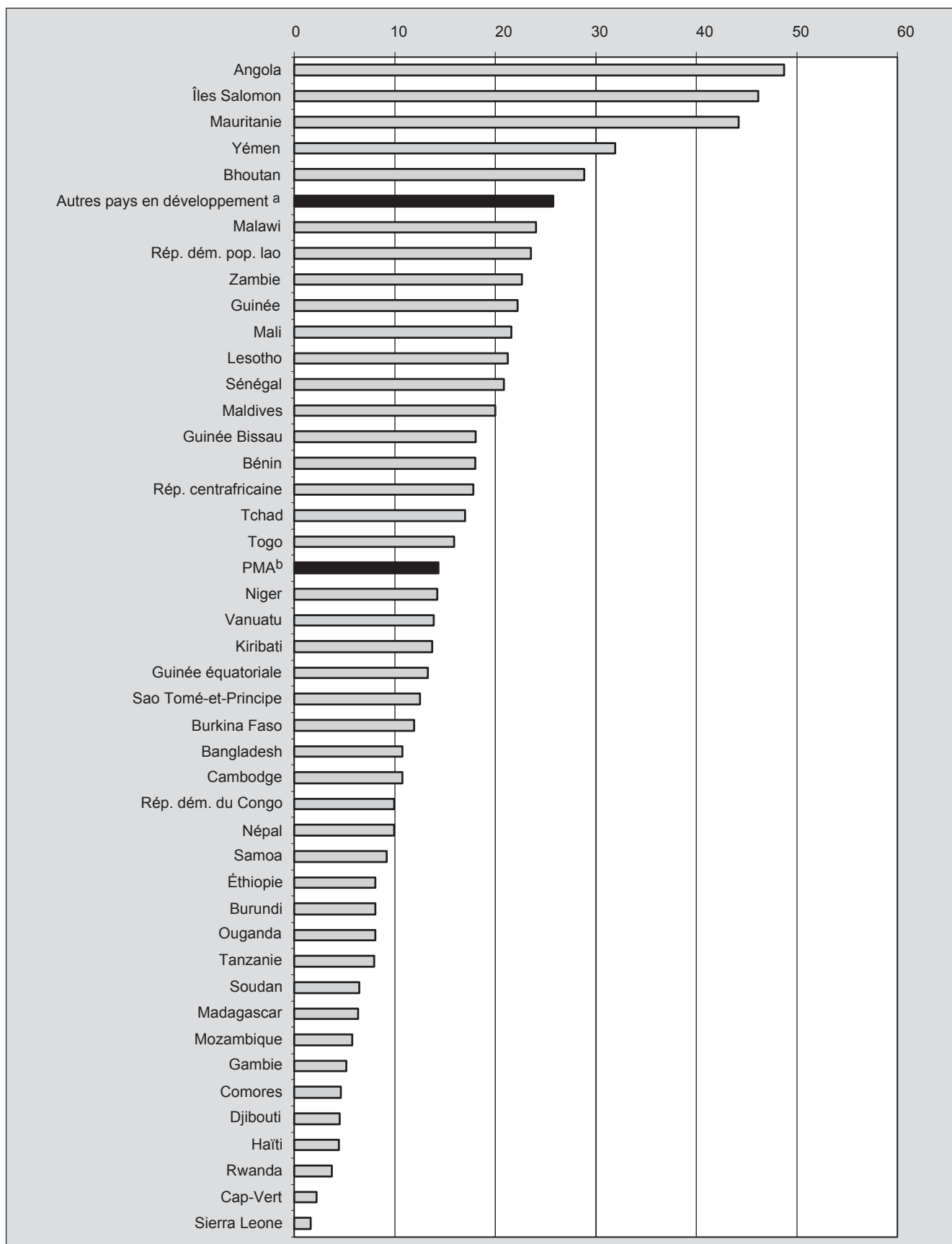
	1981–1983	1987–1989	1997–1998
PMA			
A. Commerce total (B+C)	36,4	34,4	42,9
B. Exportations de biens et services	12,1	12,6	17,0
C. Importations de biens et services	24,4	21,8	25,9
D. Solde commercial (B-C)	-12,3	-9,2	-8,9
Pays à faible revenu			
A. Commerce total (B+C)	32,0	31,5	50,8
B. Exportations de biens et services	14,1	14,5	24,1
C. Importations de biens et services	17,9	17,0	26,7
D. Solde commercial (B-C)	-3,7	-2,5	-2,7
Pays à revenu faible et moyen			
A. Commerce total (B+C)	37,3	38,3	52,3
B. Exportations de biens et services	18,3	19,7	26,1
C. Importations de biens et services	19,1	18,6	26,2
D. Solde commercial (B-C)	-0,8	1,1	-0,1
Pays de l'OCDE à revenu élevé			
A. Commerce total (B+C)	35,1	32,3	40,2
B. Exportations de biens et services	17,5	15,8	20,5
C. Importations de biens et services	17,7	16,5	19,7
D. Solde commercial (B-C)	-0,2	-0,6	0,8
Monde			
A. Commerce total (B+C)	38,7	37,2	44,6
B. Exportations de biens et services	19,2	18,6	22,6
C. Importations de biens et services	19,5	18,5	22,0
D. Solde commercial (B-C)	-0,3	0,1	0,6
Pays en développement plus mondialisés^a			
A. Commerce total (B+C)	25,4	29,3	43,5
B. Exportations de biens et services	12,3	15,0	21,7
C. Importations de biens et services	13,1	14,3	21,9
D. Solde commercial (B-C)	-0,8	0,7	-0,2

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note: Les chiffres du tableau, sauf pour les pays en développement plus intégrés, ont été calculés à partir des moyennes par groupes de pays établies par la Banque mondiale pour les exportations et les importations de biens et de services non facteurs en pourcentage du PIB.

a Les pays en développement plus mondialisés - c'est-à-dire le tiers supérieur de l'ensemble des pays en développement pour l'accroissement de la part du commerce dans le PIB entre les années 70 et les années 90 – sont les suivants: Argentine, Bangladesh, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Haïti, Hongrie, Inde, Jamaïque, Jordanie, Malaisie, Mali, Mexique, Népal, Nicaragua, Paraguay, Philippines, République dominicaine, Rwanda, Thaïlande, Uruguay et Zimbabwe (Banque mondiale, 2002b, p. 51).

GRAPHIQUE 27. PART EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DANS LE PIB DES PMA, PAR PAYS, 1997-1999 (En pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

a Moyenne pondérée pour 104 autres pays en développement.

b Moyenne pondérée pour 43 PMA.

Les importations de biens et de services ont représenté 26 % du PIB en moyenne dans les PMA en 1997-1998. Dans 29 sur 39 PMA, la dépendance à l'égard des importations est même plus importante encore. Mais les économies des PMA sont généralement plus tributaires des importations que tournées vers l'exportation. Dans les PMA pris globalement, les exportations de biens et de services ont représenté 17 % du PIB en 1997-1998. Ce niveau est inférieur au niveau moyen enregistré dans les pays à faible revenu (24 %), dans les pays à revenus faible et intermédiaire (26 %) ainsi que dans les pays de OCDE à revenu élevé (21 %), et inférieur également à la moyenne mondiale (23 %).

Même s'il y a lieu de s'attendre à ce que l'orientation exportatrice varie systématiquement d'un pays à l'autre, à la fois selon le revenu par habitant et selon le nombre d'habitants, les ratios exportations/PIB relativement faibles dénotent un manque de capacités d'exportation dans bon nombre de PMA. Dans 17 de ces pays, les exportations de marchandises représentent moins de 10 % du PIB (graphique 27). Qui plus est, dans la plupart des PMA, les exportations et les importations de biens et de services ne se contrebalancent pas. Pour l'ensemble du groupe, si la balance commerciale s'est légèrement améliorée dans les années 90, elle a cependant accusé un solde négatif de 8,9 % du PIB en 1997-1998, ce qui représente un déficit dépassant de loin celui de tous les autres groupes de pays. Ce schéma s'est rencontré tout au long des années 80 et 90, encore que le déficit des PMA à la fin des années 90 ait été légèrement inférieur à ce qu'il avait été au début des années 80.

2. FORME D'INTÉGRATION COMMERCIALE

On dénombre 31 PMA pour lesquels les produits de base constituent la principale source de recettes d'exportation parmi eux, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Yémen et, depuis 1999, le Soudan, sont des pays exportateurs de pétrole.

À la fin des années 90, les produits de base non transformés constituaient 62 % des exportations totales de marchandises des PMA pris globalement (tableau 26). Les produits de base transformés en représentaient 8 % et les produits manufacturés, 30 %. D'après les données de la CNUCED, les exportations de services constituaient aussi un poste important pour les PMA, représentant 19 % des exportations totales de biens et de services à la fin des années 90 dans 35 PMA pour lesquels des données étaient disponibles.

Ces moyennes par groupes masquent d'énormes différences entre les PMA dans la composition de leurs exportations. On dénombre 31 PMA pour lesquels les produits de base constituent la principale source de recettes d'exportation; parmi eux, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Yémen et, depuis 1999, le Soudan, sont des pays exportateurs de pétrole. Dix-huit PMA exportent surtout soit des produits manufacturés ou des services, soit une combinaison quelconque des deux⁴.

Ce qui distingue essentiellement les PMA qui exportent surtout des produits manufacturés et/ou des services de ceux qui exportent des produits de base, c'est qu'en règle générale, la structure de leurs exportations s'est modifiée au cours des 20 dernières années, à savoir que la proportion des produits primaires dans les exportations totales a diminué (en valeur relative ou en valeur absolue) et que les activités de fabrication ou celles de service sont devenues les principales activités d'exportation⁵. Les exportations de produits manufacturés les plus importantes sont celles de textiles et de vêtements, tandis que le tourisme représente le principal service exporté, encore que les services aux entreprises constituent un produit d'exportation non négligeable dans quelques PMA insulaires. Il est possible d'identifier 8 PMA dans lesquels les exportations de produits manufacturés à fort capital de main-d'œuvre ont sensiblement augmenté depuis le début des années 80 et notamment dans les années 90, et 8 autres dans lesquels les services constituent maintenant un poste d'exportation particulièrement important (voir l'annexe au présent chapitre).

TABLEAU 26. STRUCTURE DES EXPORTATIONS DANS LES PMA, PAR PAYS, À LA FIN DES ANNÉES 90

	Type ^a	Part des produits primaires et des articles manufacturés dans les exportations totales de marchandises, 1997-1999 ^b (%)						Part des exportations de services dans les exportations totales	
		Produits primaires			Articles manufacturés			Total	1995-1999 (%)
		Non transformés	Transformés	Total	Simple	Complexes	Total		
Afghanistan	C	66,0	8,5	74,5	21,2	4,3	25,5	100	..
Bénin	C	89,6	6,6	96,3	3,0	0,8	3,7	100	22,3
Bhoutan	C	..	..	..	..	..	..	..	..
Burkina Faso	C	87,9	1,6	89,5	8,4	2,1	10,5	100	..
Burundi	C	..	..	..	..	..	..	..	5,0
Érythrée	C	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	C	82,7	6,5	89,2	5,7	5,1	10,8	100	41,1
Guinée	C	82,0	10,3	92,3	0,5	7,2	7,7	100	5,6
Guinée-Bissau	C	97,5	0,7	98,3	0,8	1,0	1,7	100	8,4
Îles Salomon	C	80,6	17,9	98,5	0,9	0,6	1,5	100	24,2
Kiribati ^c	C	95,0	0,1	95,1	3,8	1,1	4,9	100	..
Libéria	C	..	..	..	..	..	..	..	..
Malawi	C	85,4	1,7	87,1	12,0	0,9	12,9	100	..
Mali	C	97,3	1,2	98,5	0,9	0,6	1,5	100	12,2
Mauritanie	C	86,4	10,5	96,9	1,7	1,5	3,1	100 ^d	4,1
Niger	C	85,4	4,6	90,1	4,6	5,4	9,9	100	4,1 ^e
Ouganda	C	90,8	4,8	95,6	1,6	2,8	4,4	100	22,6
Rép. centrafricaine	C	90,7	6,8	97,5	1,2	1,2	2,5	100	..
Rep. dém. du Congo	C	84,2	12,1	96,2	3,1	0,7	3,8	100	..
Rép. de Tanzanie	C	82,6	6,3	88,9	5,0	6,1	11,1	100	45,6
Rwanda	C	71,5	15,0	86,5	5,5	7,9	13,5	100	23,3
Sao Tomé-et-Principe	C	..	..	..	..	..	..	..	..
Sierra Leone	C	..	..	..	..	..	..	..	44,3 ^e
Somalie	C	92,5	3,6	96,1	1,7	2,2	3,9	100	..
Soudan ^f	C	84,5	10,3	94,8	3,0	2,2	5,2	100	7,0
Tchad	C	94,9	1,4	96,3	0,6	3,2	3,7	100	..
Togo	C	74,7	12,6	87,3	12,0	0,7	12,7	100	14,7
Zambie	C	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	Pétr.	97,6	1,9	99,4	0,2	0,3	0,6	100	5,3
Guinée équatoriale	Pétr.	94,7	2,7	97,4	2,0	0,6	2,6	100	3,3
Yémen	Pétr.	91,4	8,1	99,4	0,2	0,3	0,6	100 ^g	6,4
Bangladesh	M	9,5	0,3	9,9	87,8	2,4	90,1	100	7,7
Cambodge	M	..	..	..	..	..	..	..	14,6
Haïti	M	14,5	1,2	15,7	75,7	8,6	84,3	100 ^h	52,5
Lesotho	M	..	..	..	..	..	..	..	19,4
Madagascar ⁱ	M	52,6	10,6	63,2	30,5	6,3	36,8	100	46,8
Myanmar	M	59,5	9,1	68,6	29,5	1,9	31,4	100	33,2
Népal	M	6,3	1,8	8,1	88,7	3,2	91,9	100	54,8
Rép. dém. pop. lao	M	..	..	..	..	..	..	..	20,8
Cap-Vert	S	15,6	6,8	22,4	77,5	0,1	77,6	100 ^h	88,1
Comores	S	46,1	0,2	46,3	4,9	48,8	53,7	100	61,5 ^e
Djibouti	S	..	..	..	..	..	..	..	62,1 ^e
Gambie	S	80,5	7,4	87,9	7,0	5,1	12,1	100	79,1
Maldives	S	32,2	16,1	48,4	48,7	2,9	51,6	100	82,4
Samoa	S	..	..	..	..	..	..	..	80,2
Tuvalu	S	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	S	..	..	..	..	..	..	..	74,5
Mozambique	MMS	75,5	8,5	84,0	7,8	8,2	16,0	100	56,0
Sénégal	MMS	18,3	49,4	67,6	8,0	24,3	32,4	100	25,9
PMA ^j		62,4	7,8	70,1	26,9	3,0	29,9	100	19,3

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la base COMTRADE de l'ONU et des données de la CNUCED pour les exportations de services commerciaux.

a PMA exportateurs de produits de base hors pétrole (C); PMA exportateurs de pétrole (Pétr.); PMA exportateurs d'articles manufacturés (M); PMA exportateurs de services (S); et PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services divers (MMS). Voir l'annexe 3.1 pour des informations détaillées sur la classification des pays.

b Voir l'annexe au présent chapitre pour la classification des produits, et les sous-groupes de produits primaires et d'articles manufacturés.

c Les droits de licence et les redevances pour la pêche constituent la principale source de recettes d'exportation de Kiribati.

d 1997-1998.

e 1993-1995.

f On peut considérer le Soudan comme pays exportateur de pétrole à partir de 1999.

g 1998.

h 1997.

i Pour Madagascar, les données COMTRADE ne comprennent pas les exportations provenant de la zone franche industrielle; si l'on comptabilise ces exportations, les articles manufacturés constituent plus de 50 % des exportations totales de marchandises (voir CCI, 2001).

j Moyenne pondérée pour l'ensemble des PMA moins le Cambodge, l'Érythrée, le Lesotho et la République démocratique populaire lao.

TABLEAU 27. STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DES PMA ET DES SOUS-GROUPES DE PMA,^a
1981-1983, 1987-1989 ET 1997-1999

(En pourcentage des exportations totales de marchandises)

	PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole			PMA exportateurs de pétrole			PMA exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services			PMA exportateurs d'articles manufacturés			Tous PMA		
	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999
Produits primaires															
Non transformés	64,6	63,9	73,6	91,0	94,1	96,0	47,3	38,3	23,5	47,3	35,5	20,3	66,0	64,4	62,4
Transformés	25,7	27,2	12,2	7,8	4,5	2,8	23,2	14,5	6,0	15,1	4,8	2,5	21,4	18,8	7,8
Total	90,3	91,2	85,8	98,8	98,5	98,8	70,5	52,8	29,6	62,4	40,3	22,8	87,5	83,2	70,1
Articles manufacturés															
Simple	8,6	7,2	11,2	0,7	0,7	0,7	25,5	42,4	65,6	33,8	56,1	74,6	10,9	14,6	26,9
Complexes	1,1	1,7	3,0	0,5	0,7	0,5	4,0	4,8	4,9	3,8	3,6	2,6	1,6	2,3	3,0
Total	9,7	8,8	14,2	1,2	1,5	1,2	29,5	47,2	70,4	37,6	59,7	77,2	12,6	16,8	29,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base COMTRADE de l'ONU.

Note : Moyennes pondérées pour l'ensemble des PMA moins le Cambodge, l'Érythrée, le Lesotho et la République démocratique populaire lao.

a Voir le tableau de l'annexe pour la composition de chaque sous-groupe.

On voit aussi à la forme d'intégration commerciale des PMA dans l'économie mondiale que la structure de leurs exportations repose assez souvent sur une gamme étroite de produits. Les trois principaux produits exportés qui constituaient en moyenne 78 % des exportations totales en 1981-1983, en ont constitué 76 % en 1997-1999.

Le tableau 27 montre l'ampleur des changements survenus dans la structure des exportations de marchandises des PMA pris aussi bien dans leur ensemble que par sous-groupes (exportateurs de pétrole, exportateurs de produits de base non pétroliers, exportateurs de produits manufacturés et/ou de services et exportateurs de produits manufacturés). On voit que dans les pays exportateurs de produits de base non pétroliers, entre le début des années 80 et la fin des années 90, la part des produits de base non transformés dans les exportations totales de marchandises est passée de 65 à 74 %. Celle des produits manufacturés a légèrement augmenté: de 10 %, elle est passée à 14 %. Mais la transformation en aval de produits de base a périclité, si bien que la part des produits de base transformés dans les exportations totales de marchandises des pays exportateurs de produits de base non pétroliers, qui était d'un peu plus d'un quart en 1981-1983, est tombée à un huitième environ en 1997-1999. Pour le groupe de PMA classés au nombre des exportateurs de produits manufacturés et/ou de services, les produits manufacturés ont constitué une part beaucoup plus importante des exportations de marchandises en 1981-1983 (30 %), part qui est passée à 70 % des exportations totales de marchandises en 1997-1999. Cette évolution s'explique principalement par les bons résultats du Bangladesh. Cela étant, la part des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales de marchandises a tendance à s'accroître dans bien d'autres pays de ce groupe et notamment dans les PMA qui exportent surtout des services.

On voit aussi à la forme d'intégration commerciale des PMA dans l'économie mondiale, que ces économies exportent au non majoritairement des produits de base, des produits manufacturés ou des services, que la structure de leurs exportations repose assez souvent sur une gamme étroite de produits. Pour le groupe des PMA dans son ensemble, la concentration des exportations est restée à peu près la même au cours des 20 dernières années. Les trois principaux produits exportés qui constituaient en moyenne 78 % des exportations totales en 1981-1983, en ont constitué 76 % en 1997-1999 (tableau 28).

TABLEAU 28. CONCENTRATION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DES PMA, PAR PAYS, 1981-1983 ET 1997-1999, ET PRINCIPAUX ARTICLES EXPORTÉS À LA FIN DES ANNÉES 90
(En pourcentage)

	Part des trois principaux produits exportés dans les exportations totales de marchandises des PMA ^a		Principaux articles exportés ^b
	1981-1983	1997-1999	
Afghanistan	67,7	43,5	Raisins, fourrures et peaux, et tapis de laine
Angola	96,5	97,6	Pétrole et diamants
Bangladesh	60,3	53,2	Vêtements pour hommes et pour femmes
Bénin	52,9	86,1	Coton, huile de palme et noix de cajou
Bhoutan	83,8	60,0	Énergie électrique, carbure de calcium, ciment Portland et ferrosilicium
Burkina Faso	77,5	81,8	Coton, sucre et produits à base de viande
Burundi	81,4	98,0	Café, thé et or
Cambodge	64,4	61,3	Vêtements, chaussures et bois
Cap-Vert	82,2	76,0 ^c	Poisson et vêtements
Comores	93,0	93,2	Gousses de vanille et clous de girofle
Djibouti	38,0 ^d	28,6	Animaux sur pied et produits agricoles
Érythrée	..	70,1	Sel, articles en cuir semi-transformés, fleurs, bétail et textiles
Éthiopie	80,2	81,1	Café, graines de sésame et cuir
Gambie	74,4	69,1	Poules et arachide
Guinée	96,9	80,1	Aluminium, bauxite et diamants
Guinée équatoriale	84,9	93,0	Pétrole et bois
Guinée-Bissau	58,5	79,8	Noix de cajou et produits à base de poisson
Haïti	39,6	42,9 ^c	Vêtements
Îles Salomon	74,9	80,0	Pêcherie
Kiribati	92,9	90,6	Produits à base de poisson
Lesotho	..	76,5	Vêtements et diamants
Libéria	84,6	92,2	Diamants, caoutchouc et bois
Madagascar	70,7	40,5	Vêtements, coquillages et crustacés, et café
Malawi	82,9	78,8	Tabac, sucre, thé et café
Maldives	70,1	73,2	Vêtements et produits à base de poisson
Mali	81,6	92,9	Diamants, or, coton et bétail
Mauritanie	93,3	89,7 ^e	Produits à base de poisson et minerai de fer
Mozambique	55,6	59,8	Crevettes et coton
Myanmar	57,6	44,8	Vêtements et crevettes
Népal	39,6	61,7	Tapis et vêtements
Niger	94,7	83,3	Uranium et animaux sur pied
Ouganda	97,5	69,9	Café et poisson
Rép. centrafricaine	74,4	79,5	Diamants, bois tropicaux et café
Rép. dém. du Congo	68,4	79,6	Diamants, pétrole, cobalt, bois et café
Rép. dém. pop. lao	70,2	40,5	Vêtements, bois et produits dérivés du bois, énergie hydroélectrique et café
Rép.-Unie de Tanzanie	54,9	51,3	Café et noix de cajou
Rwanda	91,2	84,4	Thé et café
Samoa	68,2	80,5	Jeux de fils pour bougies d'allumage et pêche
Sao Tomé-et-Principe	94,1	77,3	Fèves de cacao et pêche
Sénégal	52,2	49,5	Poisson et engrais
Sierra Leone	63,2	75,3	Diamants, chaussures et fèves de cacao
Somalie	94,8	79,4	Animaux sur pied
Soudan	59,0	52,6	Pétrole (récent), coton, graines de sésame et bétail
Tchad	95,6	97,0	Coton, gomme arabique et bétail
Togo	70,8	76,5	Phosphate de calcium et coton
Tuvalu	100,0	49,5	Timbres, copra et produits de l'artisanat
Vanuatu	90,6	62,1	Copra
Yémen	94,0	94,1	Pétrole et poisson
Zambie	93,8	89,3	Cuivre et cobalt
PMA ^f	78,2	76,0	

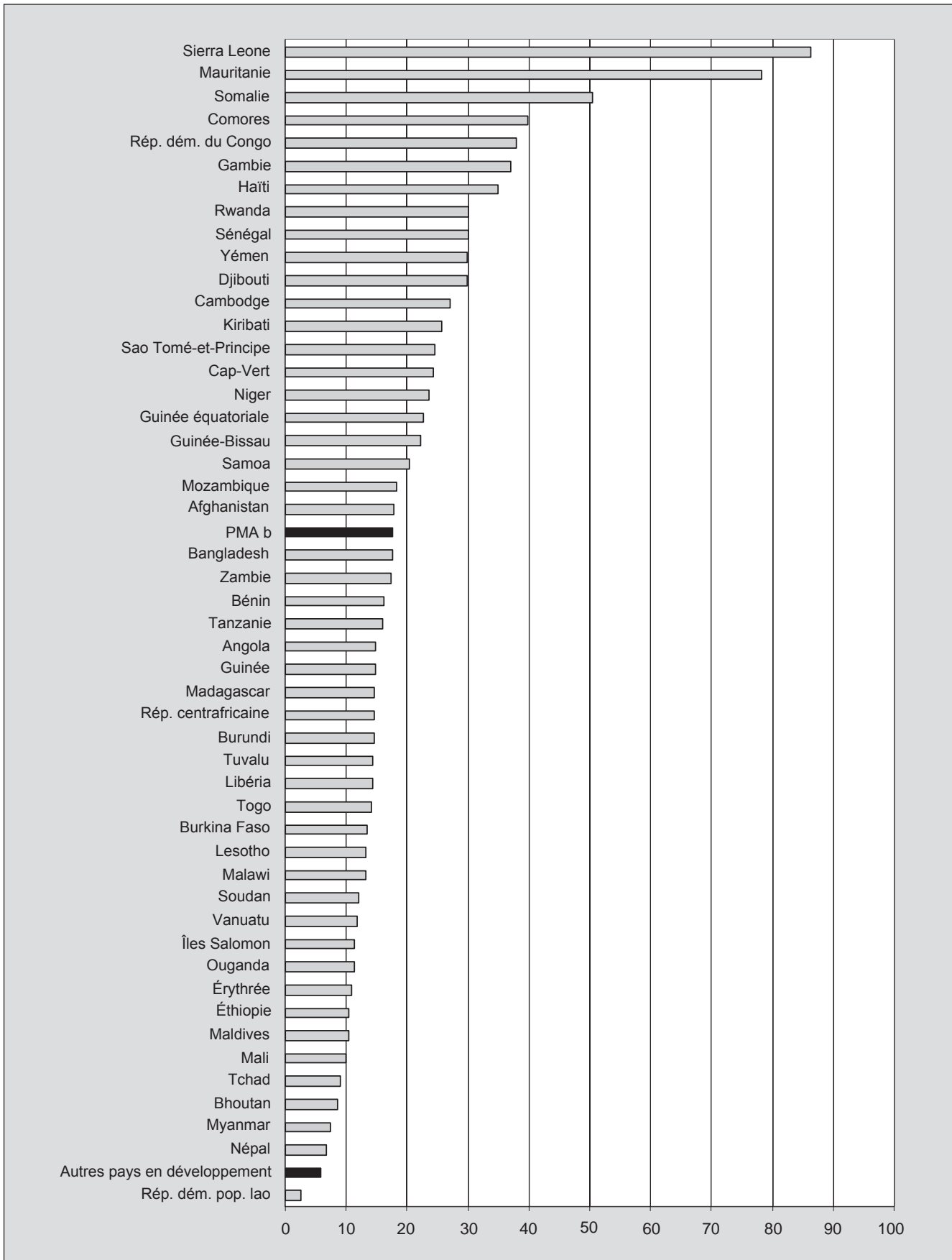
Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED et CCI (2001).

a D'après les données de la base COMTRADE de l'ONU (CTCI 3 Rev.2).

b ITC (2001). c 1997. d 1982. e 1997-1998.

f Moyennes pondérées pour l'ensemble des PMA moins le Cambodge, l'Érythrée, le Lesotho et la République démocratique populaire lao.

GRAPHIQUE 28. IMPORTATIONS ALIMENTAIRES^a EN POURCENTAGE DES IMPORTATIONS TOTALES DE MARCHANDISES DANS LES PMA, PAR PAYS, 1997-1999 (En pourcentage)

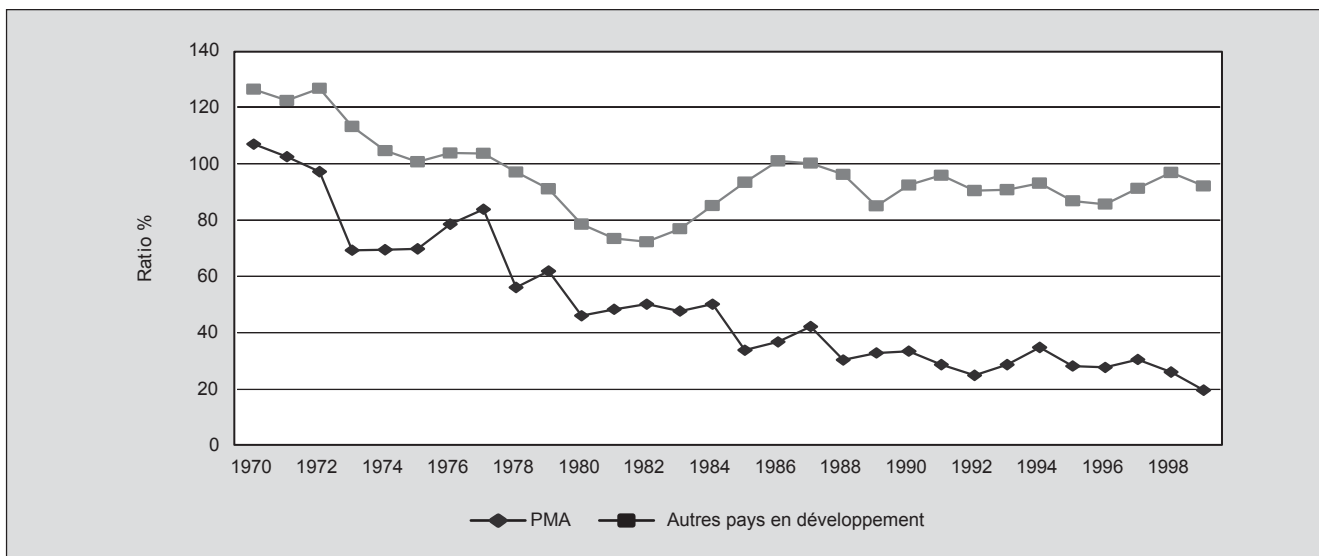


Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après FAO, FAOSTAT.

a À l'exclusion du poisson.

b Moyennes pondérées.

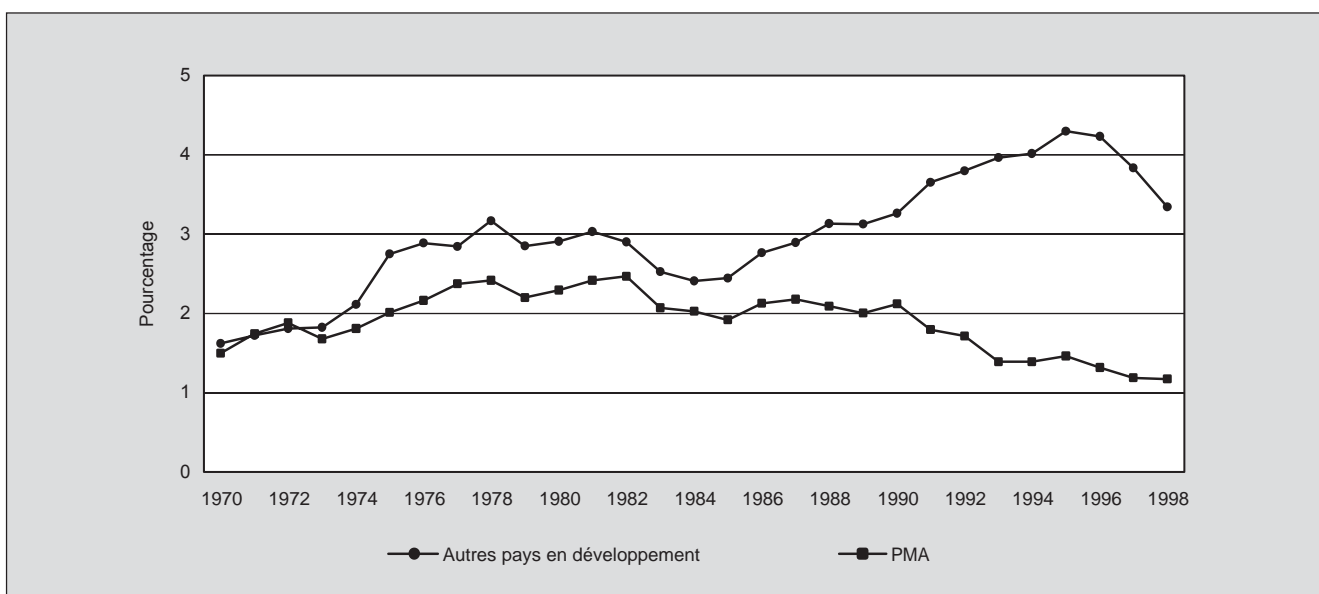
GRAPHIQUE 29. EXPORTATIONS ALIMENTAIRES/IMPORTATIONS ALIMENTAIRES POUR LES PMA ET D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970–1999^a (En pourcentage)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après FAO, FAOSTAT.

a À l'exclusion des exportations et importations de poisson.

GRAPHIQUE 30. IMPORTATIONS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970–1998 (En pourcentage)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Mayer (2001).

Note : L'échantillon comprend 35 PMA et 56 autres pays en développement pour lesquels des données sont disponibles.

Concernant la composition des importations des PMA, il est bon de noter deux points importants. Le premier est la dépendance relativement forte de ces pays à l'égard des importations de denrées alimentaires (graphique 28). En 1997-1999, ces importations ont représenté 18 % des importations totales de marchandises dans les PMA contre 6 % dans les autres pays en développement. Dans les années 90, leur part dans les importations de marchandises était en augmentation dans la moitié ou presque des PMA pour lesquels on dispose de données (21 sur 44 pays). Sur une plus longue durée, on constate que le ratio exportations/importations de denrées alimentaires a dégringolé, chutant de plus de 100 % en 1970 à 40 % environ dans le milieu des années 80, pour n'être plus que de 20 % en 1999. Cette évolution est sensiblement différente de celle d'autres pays en développement dans l'économie alimentaire mondiale. Dans ces pays, les exportations de denrées alimentaires se sont généralement stabilisées, avoisinant 80-100 % des importations de denrées alimentaires depuis le milieu des années 80 (graphique 29).

Le second point est que, dans les PMA, les machines et les biens d'équipement constituent une part bien plus modeste des importations que dans d'autres pays en développement. Ces importations ont représenté à peine 1,2 % du PIB en 1996-1998, contre 2,6 % dans d'autres pays à faible revenu et 3,8 % dans d'autres pays en développement. Ainsi que le montre le graphique 30, les importations de machines et de biens d'équipement n'ont cessé de chuter dans l'ensemble des PMA depuis le début des années 80, situation qui contraste nettement avec celle observée dans d'autres pays en développement (où l'on a cependant constaté un net ralentissement de ces importations depuis la crise financière asiatique). Le faible niveau des importations de machines et de biens d'équipement dans les PMA n'est pas à négliger, parce que de telles importations peuvent constituer une filière centrale de transfert de technologies pour des pays à faible revenu (voir Mayer, 2000, 2001), et qu'il existe aussi une corrélation entre leur niveau et la croissance économique (Mazumbar, 2001).

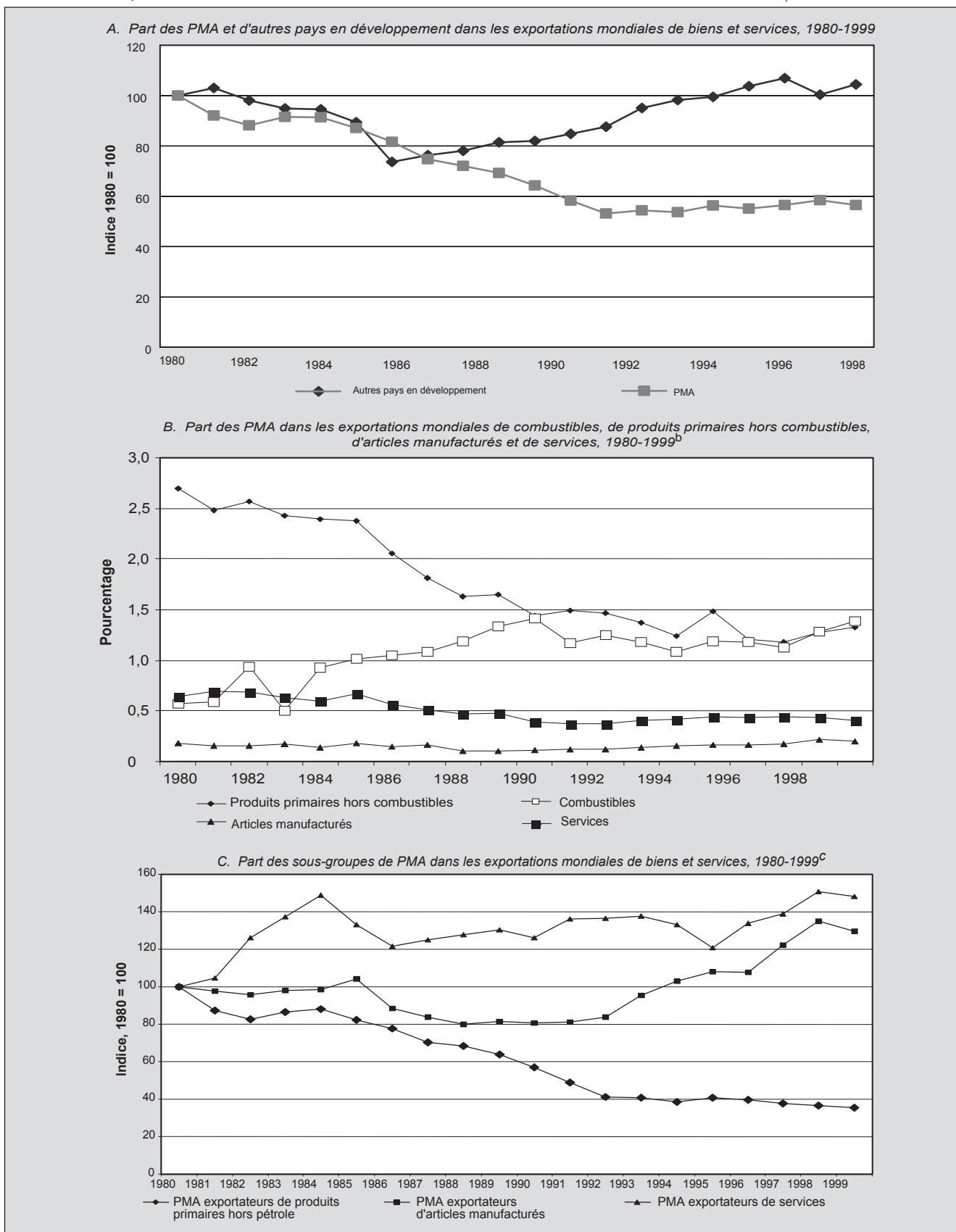
3. PARTICIPATION AUX COURANTS D'ÉCHANGE MONDIAUX

La part des PMA dans les exportations mondiales de biens et de services a régressé de 47 % entre 1980 et 1999.

Certes, le commerce revêt une importance capitale pour les PMA, mais la petite taille de l'économie de ces pays au plan mondial fait que leur participation aux échanges commerciaux internationaux est limitée. En 2000, les exportations totales de marchandises des PMA se sont chiffrées à quelque 31,5 milliards de dollars, montant correspondant à 0,5 % des exportations mondiales de marchandises et à 8 % seulement de l'ensemble des exportations de marchandises des pays à faible revenu. Les exportations totales de marchandises de l'ensemble des PMA ont représenté environ la moitié de celles de l'Autriche. Il est à noter également qu'en 2000, environ 52 % des exportations totales de marchandises des PMA ont été fournis par trois pays, à savoir l'Angola et le Yémen (tous deux exportateurs de pétrole), et le Bangladesh. Environ 74 % de toutes les marchandises exportées par les PMA ont été fournies par seulement 10 pays: Angola, Bangladesh, Cambodge, Guinée, Myanmar, Népal, Sénégal, Soudan, Yémen et Zambie.

La part des PMA dans les importations et les exportations mondiales est allée en s'amenuisant au fil des ans. Ce phénomène, qui résulte du fait que les exportations et les importations des PMA, tout en s'accroissant, augmentent moins vite que les importations et les exportations mondiales, correspond à la description qui est souvent faite de la marginalisation des PMA dans l'économie mondiale. La part de ces pays dans les exportations mondiales de biens et de services a régressé de 47 % entre 1980 et 1999, et n'a représenté cette année-là

GRAPHIQUE 31. PART DES PMA DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE BIENS ET SERVICES, 1980-1999



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED.

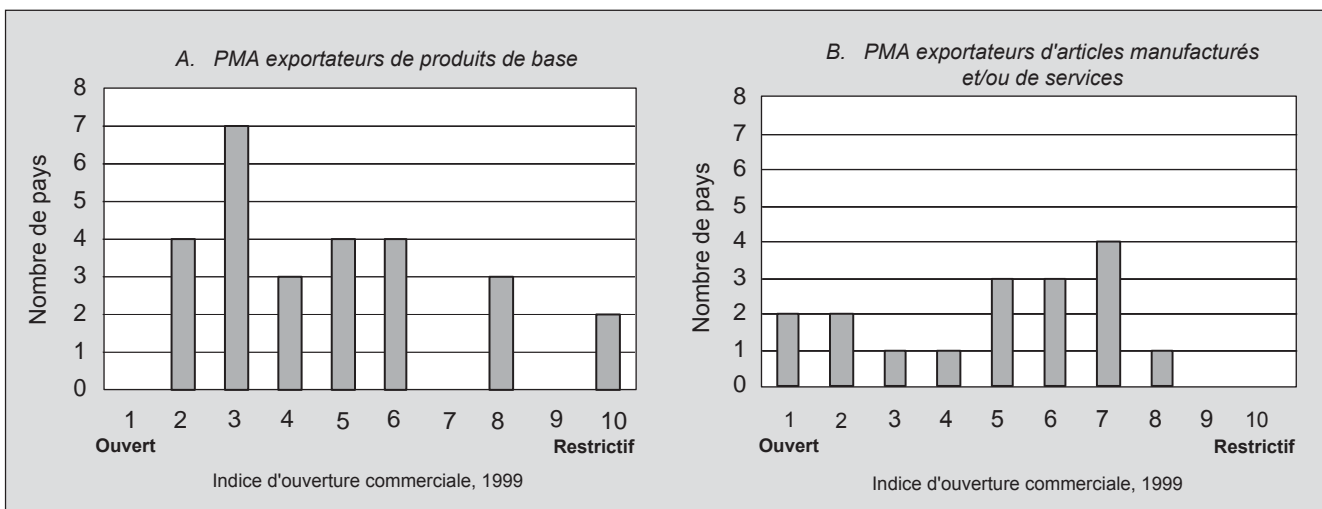
- a D'après des estimations tirées de la balance des paiements, en dollars courants, Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM. L'échantillon se compose de 36 PMA et de 72 autres pays en développement.
- a D'après des données de la base COMTRADE de l'ONU et des données de la CNUCED sur les exportations de services commerciaux.
- c Les données, les sources et l'échantillon de pays sont les mêmes que pour le graphique A ci-dessus, à ceci près que le Mozambique et le Sénégal, considérés comme des exportateurs à la fois d'articles manufacturés et de services, ont été sortis de l'échantillon. Voir l'annexe au présent chapitre pour la composition des sous-groupes de pays. Les graphiques concernent la totalité des PMA moins les pays suivants: Afghanistan, Angola, Burundi, Cambodge, Djibouti, Guinée, Guinée équatoriale, Libéria, République démocratique populaire lao, Somalie, Tuvalu et Yémen.

que 0,42 % du volume total des échanges mondiaux. Leur part dans les importations mondiales de biens et de services, qui a diminué de 40 % pendant la même période, a représenté, quant à elle, 0,7 % des importations mondiales en 1999⁶.

Ce tableau général de la marginalisation cache en réalité une structure bien plus différenciée (graphique 31). En étudiant de plus près l'évolution dans le temps de la participation au commerce mondial, on constate que pour ce qui est des exportations de biens et de services pris globalement, le processus de marginalisation (tel que défini ci-dessus) s'est enrayé au début des années 90, c'est-à-dire que, depuis 1992 la part des PMA dans les échanges mondiaux a cessé de diminuer. Mais ce coup d'arrêt n'a pas marqué de tournant, en ce sens que l'on n'a encore noté, pour l'ensemble des PMA, ni régression notable ni inversion du processus de marginalisation (graphique 31A).

En désagrégant les données par type d'exportations (graphique 31B), on observe que le processus de marginalisation est plus accentué dans le cas des exportations de produits de base non pétroliers que dans celui des services et que, dans les deux cas, il s'est enrayé dans les années 90. Mais on voit aussi que la part des PMA dans les exportations mondiales de pétrole a augmenté dans les années 80 et que, depuis 1988, leur part dans les exportations mondiales de produits manufacturés s'est également sensiblement accrue, passant de 0,1 %

GRAPHIQUE 32. INDICE DE L'EFFET RESTRICTIF SUR LES ÉCHANGES POUR LES PMA EXPORTATEURS DE PRODUITS DE BASE (A) ET D'ARTICLES MANUFACTURÉS ET/OU DE SERVICES (B), 1999



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après l'indice FMI de l'effet restrictif sur les échanges.

Note : L'indice repose sur la classification suivante :

Droits de douane	Ouvert	Modéré	Restrictif
Ouvert	1	4	7
Relativement ouvert	2	5	8
Modéré	3	6	9
Relativement restrictif	4	7	10
Restrictif	5	8	10

Les droits de douane sont classés comme suit :

Ouvert = fourchette tarifaire moyenne $0 \leq t < 10\%$. Relativement ouvert = $10 \leq t < 15\%$. Modéré = $15 \leq t < 20\%$. Relativement restrictif = $20 \leq t < 25\%$. Restrictif = 25 % et plus.

Les obstacles non tarifaires sont classés comme suit :

Ouvert = pas ou peu d'obstacles; moins de 1 % de la production ou des échanges sont touchés. Modéré = obstacles très présents dans au moins un important secteur de l'économie; de 1 à 25 % de la production ou des échanges sont touchés. Restrictif = de nombreux secteurs ou des pans entiers de production sont touchés, soit plus de 25 % de la production ou des échanges.

du total mondial cette année-là à 0,2 % en 1999. Bien qu'encore minime, cet accroissement représente un doublement de part de marché.

Lorsque l'on procède à une désagrégation par type d'exportateurs (graphique 31C) et que l'on concentre son attention sur le nombre plus restreint de PMA pour lesquels on peut disposer de données concernant la période 1980-1999, on s'aperçoit alors que, pour les PMA classés comme exportateurs de produits manufacturés et de services, il n'y a pas de processus de marginalisation. Les pays exportateurs de services ont accru leur part dans les exportations mondiales de biens et de services au début des années 80 et, en dépit de hauts et de bas depuis lors, ont conservé la part de marché accaparée. Les exportateurs de produits manufacturés étaient en voie de marginalisation dans les courants commerciaux mondiaux au milieu des années 80; mais, depuis 1990, ils ont sensiblement accru leur part de marché au niveau mondial. Par contre, les pays exportateurs de produits de base non pétroliers se sont heurtés à un processus intense de marginalisation. Celui-ci a marqué le pas dans les années 90, mais la part de marché de ces pays continue de se rétrécir. De fait, la part des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers dans le commerce mondial a diminué de plus de 60 % entre 1980 et 1999. Dans le même temps, celle des PMA exportateurs de produits manufacturés et de services a augmenté d'environ 40 %. Il convient de souligner, toutefois, que la part de ces pays dans le commerce mondial reste faible: elle représentait environ 0,5 % des exportations mondiales totales de biens et de services à la fin des années 90.

4. AMPLITUDE DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Nombre de PMA ont consacré beaucoup d'énergie à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel depuis la fin des années 80. Ainsi que le montre le rapport de la CNUCED (2000: 103-110), cette démarche a entraîné d'importantes réformes, y compris une libéralisation généralisée des échanges. De ce fait, à la fin des années 90, les régimes d'échanges commerciaux des PMA étaient beaucoup plus ouverts qu'à la fin des années 80.

En prenant comme mesure l'indice du degré d'ouverture du commerce extérieur établi par le FMI, on voit que les PMA, bien que quelques-uns d'entre eux ne se soient pas lancés énergiquement dans la libéralisation des échanges, sont, de fait, allés plus loin que les autres pays en développement dans le démantèlement des obstacles au commerce⁷. En 1999, plus d'un tiers des 43 PMA pour lesquels on dispose de données, appliquaient des droits dont le taux moyen était inférieur à 20 % et qui n'étaient assortis d'aucun obstacle non tarifaire ou seulement d'obstacles mineurs; les trois cinquièmes, appliquaient des droits d'importation dont le taux moyen était inférieur à 20 % et des obstacles non tarifaires mineurs ou d'importance limitée couvrant moins de 25 % de la production ou des échanges. Ce processus de libéralisation est allé plus loin dans les pays exportateurs de produits de base que dans les pays exportateurs de produits manufacturés et/ou de services (graphique 32).

C. Libéralisation des échanges, croissance et pauvreté

Ces dernières années, les grandes théories générales sur les liens entre la libéralisation des échanges et la pauvreté ont fait place à l'identification des mécanismes par le biais desquels la libéralisation des échanges pouvait influencer sur la pauvreté (voir Winters, 1999, 2001; Cirera, McCulloch et Winters, 2001). Ces mécanismes prennent en considération les répercussions de la libéralisation des échanges sur:

La part des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers dans le commerce mondial a diminué de plus de 60 % entre 1980 et 1999. Dans le même temps, celle des PMA exportateurs de produits manufacturés et de services a augmenté d'environ 40 %.

À la fin des années 90, les régimes d'échanges commerciaux des PMA étaient beaucoup plus ouverts qu'à la fin des années 80.

Ce processus de libéralisation est allé plus loin dans les pays exportateurs de produits de base que dans les pays exportateurs de produits manufacturés et/ou de services.

ENCADRÉ 10. LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES, PARITÉ ENTRE LES SEXES ET PAUVRETÉ RURALE DANS LES PMA D'AFRIQUE

Dans son analyse des relations entre la libéralisation des échanges et la pauvreté, Winters (1999) identifie un certain nombre de voies importantes au travers desquelles les réformes en matière de politique commerciale pourraient avoir un impact sur la pauvreté. Il estime que les questions de parité entre les sexes sont de nature à affecter les résultats, mais constate qu'il est difficile de savoir comment le démontrer (p. 47). Ann Whitehead (2001) propose un cadre d'analyse pour trouver une solution à ce problème. Elle applique une perspective sexospécifique à quelques-unes des principales voies identifiées par Winters de manière à montrer de quelle façon la libéralisation des échanges pourrait influencer sur le niveau de vie des femmes rurales dans les PMA d'Afrique.

Elle estime que la meilleure manière d'intégrer une perspective sexospécifique dans l'analyse de processus économiques est de considérer les relations entre les sexes comme une variable d'intervention dans toutes les activités économiques, qui influe sur le mode de fonctionnement des marchés de produits et de facteurs de production, sur la productivité des moyens de production et le comportement économique des acteurs ainsi que sur la détermination conjointe de la croissance et de la répartition du revenu. L'économie de production monétisée et celle ne connaissant pas la monnaie doivent également être considérées comme interdépendantes.

Un nombre croissant d'ouvrages donnent à entendre que les femmes rurales n'ont pas tiré profit de la libéralisation des échanges, ni, plus généralement, des réformes agricoles, en raison de la nature des relations au sein des ménages, d'aucuns précisant que, les ressources n'étant pas intégralement mises en commun dans les ménages, l'incitation à développer la production serait moindre et la répartition des ressources, inefficace; et que les femmes, tenues de pratiquer les cultures vivrières traditionnelles et manquant tout simplement de temps du fait des tâches ménagères qu'elles ont à accomplir, auraient des difficultés à saisir les occasions qui se présenteraient à elles d'entreprendre de nouvelles productions.

Whitehead admet qu'il y a certainement des causes importantes au manque de sensibilité des femmes aux majorations de prix à la production et aux meilleures opportunités d'emploi qui pourraient résulter de la libéralisation des échanges. Elle estime, toutefois, que les principales n'ont rien à voir avec les relations hommes-femmes au sein des ménages, mais qu'elles émanent plutôt du caractère sexiste des marchés du travail et des marchés des produits agricoles, ainsi que du caractère sexiste des régimes de propriété et d'accès à la terre. Elle désigne le manque de capitaux d'investissement des femmes comme le principal facteur contribuant à leur appauvrissement.

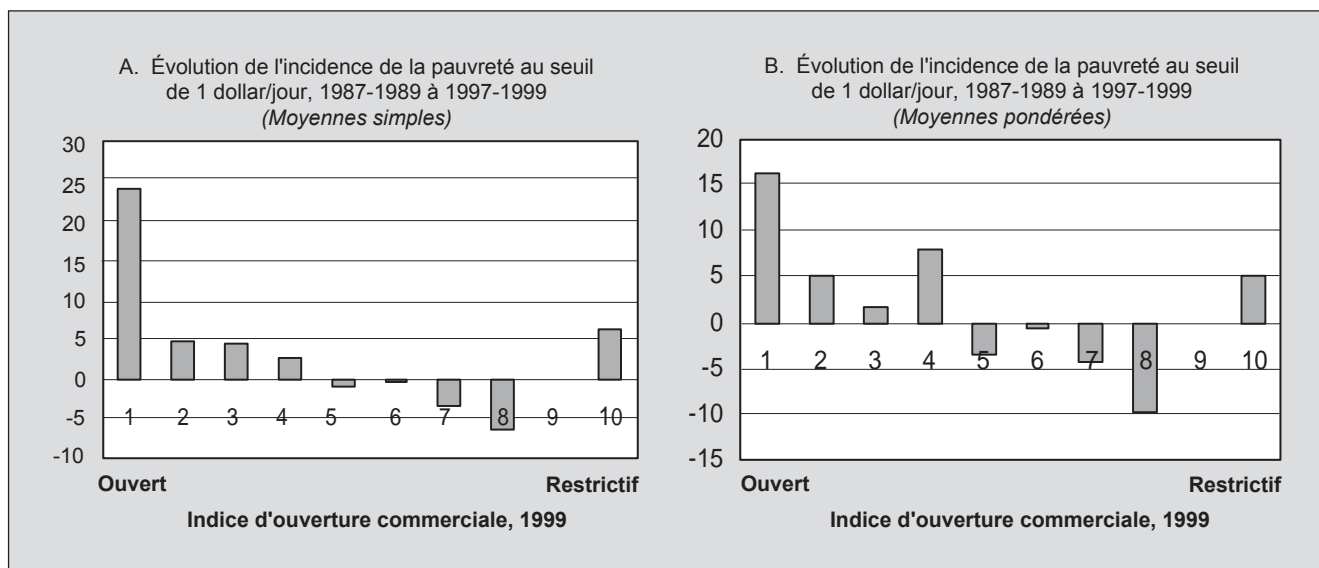
Pour reprendre ses termes, la production de cultures vivrières, comme celle de cultures de rapport, nécessite des capitaux, encore qu'il faille généralement plus de ressources de trésorerie pour ces dernières que pour produire les denrées alimentaires nécessaires à la nourriture familiale. L'entreprise de cultures novatrices présuppose quasiment toujours l'achat de moyens de production et peut aussi exiger le recours à de nouvelles techniques. C'est parce qu'ils cultivent dans un environnement privé de ressources que les pauvres ruraux – hommes et femmes – sont effectivement exclus socialement de la croissance. L'aptitude des femmes à participer aux innovations agricoles est restreinte par l'extrême rareté de ces ressources. Bien qu'elles puissent être véritablement minimes, les sommes requises sont souvent hors de la portée de bon nombre de femmes, qui ne voient parfois passer entre leurs mains que quelques misérables sous au cours d'une année ordinaire. Deux facteurs viennent aggraver le manque de capitaux d'investissement des femmes: 1) la politique des pouvoirs publics et du secteur privé concernant le crédit, les programmes afférents aux moyens de production et les débouchés commerciaux pour les récoltes; et 2) la mesure dans laquelle elles disposent de revenus non agricoles et le niveau de ces revenus (Whitehead, 2001: 24).

Whitehead soutient que le problème d'accès des femmes à la terre est bien un problème de manque de ressources financières, même si l'on commence à se poser sérieusement la question de savoir comment il se fait que les revendications foncières des femmes soient relativement fortes dans les régions où les terres abondent, et beaucoup plus faibles dans les régions où les terres sont plus rares. Elle soutient également que le manque de capitaux des femmes est étroitement lié au cloisonnement des marchés de la main-d'œuvre rurale et des possibilités d'emplois non agricoles, qui contraignent les femmes à n'occuper que des emplois occasionnels et faiblement rémunérés en complément de leur activité agricole. La segmentation du marché du travail est due au coût d'entrée élevé d'activités plus lucratives et au caractère sexiste des institutions à capital social et d'assurance-risques. L'enseignement scolaire intervient moins dans le cloisonnement des marchés de l'emploi rural.

Manquant de ressources financières, les femmes sont prises dans un cercle vicieux qui fait qu'elles ne peuvent pas prendre n'importe quel type d'emploi non agricole et, partant, ne sont pas en mesure d'épargner suffisamment sur les faibles revenus qu'il leur procure pour investir dans des pratiques agricoles modernes et novatrices. Elles sont également embauchées à des salaires très bas dans les activités non agricoles, alors que leur propre production n'est déjà pas susceptible de rapporter beaucoup, que les possibilités d'activités non agricoles génératrices de revenu sont rares et que, du fait de la faible rentabilité de leur travail, elles se trouvent dans l'impérieuse nécessité de trouver un emploi non agricole. Les jeunes femmes deviennent des proies particulièrement faciles pour un marché du sexe organisé et, donc, particulièrement exposées au sida. Tous ces désavantages liés au sexe sont renforcés par les institutions publiques et privées.

La principale conclusion qui se dégage de cette analyse sur le plan de l'action est que les femmes ne bénéficieront pas nécessairement des effets positifs que la libéralisation des échanges pourrait avoir sur les prix et l'emploi, à moins que toute une série de mesures ne soit prise pour remédier aux désavantages aggravés par le sexisme et les contraintes imposées par le sexe, qui filtrent à travers le fonctionnement des marchés de produits et de facteurs. Le moyen le plus sûr de faire en sorte que les femmes rurales ne soient pas tenues socialement à l'écart des bienfaits de la croissance économique est de remédier à leur manque de ressources financières. Il faut, pour ce faire, améliorer l'accès au crédit et développer les activités non agricoles rémunératrices en « étoffant » les marchés de l'emploi rural. Il est trop dire que les relations au sein des ménages sont une source de handicaps, car cela dirige l'attention vers des questions plus difficiles à résoudre et distrait les décideurs de mesures propices à amener de réels changements dans la vie des femmes.

GRAPHIQUE 33. LIBÉRALISATION DU COMMERCE ET TENDANCES DE LA PAUVRETÉ DANS LES PMA PENDANT LES ANNÉES 90



Source : Identique graphique 32.

Note : Voir le graphique 32.

- Les prix des biens et des services que les pauvres consomment et produisent, ce qui profite à ceux qui sont consommateurs nets de biens devenant plus abordables et à ceux dont les produits peuvent se vendre plus cher sur les marchés internationaux;
- La demande, et les recettes tirées, de facteurs de production que les pauvres ont à offrir, notamment une main-d'œuvre non qualifiée;
- Les recettes publiques et les ressources disponibles pour promouvoir la croissance et le recul de la pauvreté, qui peuvent être compromises durant la libéralisation des échanges dans les pays pauvres, vu la très forte dépendance de ceux-ci à l'égard des taxes prélevées sur les biens échangés;
- Les risques et l'instabilité, qui peuvent avoir tendance à augmenter, les économies devenant plus exposées aux contraintes planétaires.

Les coûts d'ajustement transitoires, qui résultent de l'exposition à la concurrence internationale d'activités nationales non compétitives protégées jusqu'alors, et les effets à long terme de la croissance retiennent aussi davantage l'attention. L'incidence globale de la libéralisation des échanges reflète l'importance relative de tous ces mécanismes, qui varient selon les contextes comme selon les groupes, et touchent également différemment les hommes et les femmes (voir encadré 10). Comme il est dit dans le rapport de la Banque africaine de développement et al. (2001: 1), « ces répercussions varient sensiblement selon les pays, les régions et les groupes au sein des pays, de sorte qu'il est difficile de parler par généralisations de l'incidence de la libéralisation des échanges sur la pauvreté ».

Pour les pays les moins avancés, les renseignements dont on dispose montrent que la libéralisation des échanges n'a pas été très étroitement associée jusqu'ici à la réduction de la pauvreté. Le graphique 33 indique les variations de la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour dans les années 90 dans un échantillon de 36 PMA, classés selon le degré d'ouverture du commerce extérieur à la fin des années 90. Il convient de souligner qu'il n'a pas pour objet de permettre une comparaison entre la situation d'avant et celle d'après la libéralisation des échanges. Il n'est pas irréaliste, cependant, de présumer que ces pays avaient, en règle générale, des régimes d'échanges commerciaux beaucoup plus restrictifs à la fin des années 80. A ce titre, le

Le graphique montre que la pauvreté est incontestablement en train d'augmenter dans les économies qui ont adopté le régime d'échanges commerciaux le plus ouvert et dans ceux qui ont conservé le régime le plus fermé.

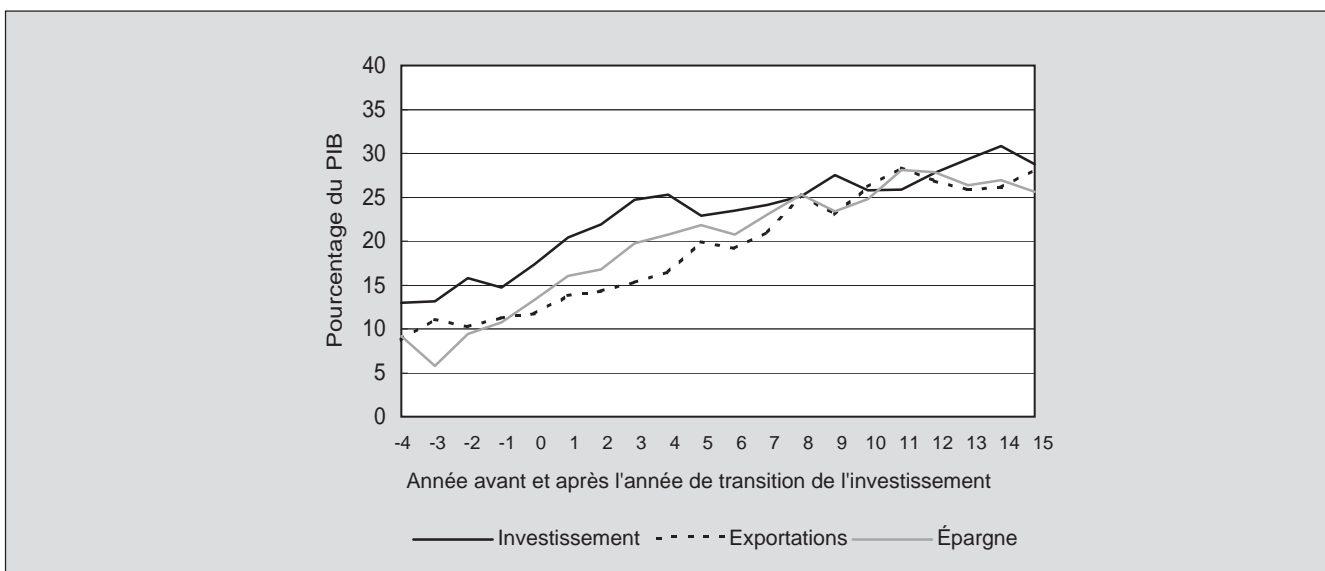
graphique atteste que, dans les années 90, la pauvreté a évolué de façons diverses dans des pays groupés selon le chemin parcouru sur la voie de la libéralisation des échanges durant cette période.

Le graphique montre que la pauvreté est incontestablement en train d'augmenter dans les économies qui ont adopté le régime d'échanges commerciaux le plus ouvert et dans ceux qui ont conservé le régime le plus fermé. Mais, entre ces deux extrêmes, on voit qu'elle a tendance à reculer dans les pays qui ont modérément libéralisé leur régime d'échanges et à s'accroître, en revanche, dans ceux qui sont allés plus loin sur la voie de la libéralisation.

Il ne serait pas honnête de conclure de ces observations que la libéralisation des échanges fait croître la pauvreté dans les pays les moins avancés. Avant de pouvoir affirmer une telle chose, il faudrait faire toute une construction montrant à l'inverse ce qui serait advenu sans libéralisation des échanges. Il reste que le graphique ne corrobore pas l'autre thèse, tout aussi solide, selon laquelle la libéralisation des échanges réduit la pauvreté. Ce qu'il montre, assurément, c'est qu'une libéralisation des échanges rapide et poussée est allée de pair, au moins à court terme, avec une augmentation de l'incidence de la pauvreté⁸.

De plus en plus nombreux sont, de ce fait, aujourd'hui ceux qui estiment que la libéralisation des échanges n'aura d'effets favorables sur le niveau de pauvreté que moyennant la mise en œuvre de « mesures complémentaires » (voir, par exemple, Banque mondiale, 2001: chap. 2) ou que c'est dans le long terme que ces effets se feront sentir, même si, à court terme, la pauvreté et le chômage s'accroissent. L'incidence du train de réformes économiques associé à des programmes d'ajustement structurel mis en place dans les PMA est examinée en détail au chapitre 5. Mais, il peut être bon de noter ici que les éléments d'information qui y seront présentés laissent entendre que l'incidence de la pauvreté dans les années qui ont suivi la mise en œuvre des réformes a

GRAPHIQUE 34. TRANSITION DE L'INVESTISSEMENT^a, ÉPARGNE ET EXPORTATIONS EN ASIE DE L'EST



Source : Akyüz et Gore (2001: figure 1).

- a D'après Rodrik (1999), un pays est considéré connaître une transition de l'investissement en une année T si a) la moyenne mobile sur trois ans de son taux d'investissement sur une période de huit ans commençant à T+1 dépasse la moyenne sur cinq ans de son taux d'investissement avant T de 5 points de pourcentage ou plus, et b) le taux d'investissement après transition reste supérieur à 10 %. L'épargne correspond à l'investissement fixe intérieur brut plus les exportations moins les importations. Les chiffres sont des moyennes non pondérées pour les pays et les années de transition ci-après: Indonésie (1969), République de Corée (1965), et Thaïlande (1966); ils proviennent de Rodrik (1999, tableau 3.2). L'année de transition dans le graphique est l'année zéro (0).

été, dans la plupart des cas, du même ordre que pendant les années qui l'ont précédée.

Concernant les répercussions à long terme de la libéralisation des échanges, la littérature abonde d'études empiriques comparatives sur l'ouverture et la croissance. On soutenait souvent, autrefois, que ces études tendaient à démontrer que les économies pratiquant un régime de commerce ouvert se développaient plus rapidement et connaissaient un recul plus sensible de la pauvreté. Mais cette opinion est de plus en plus contestée (voir, en particulier, Rodriguez et Rodrik, 1999). Même les partisans de la libéralisation des échanges sont plus prudents aujourd'hui dans leurs assertions. Il n'est que de citer Winters (1999:59), par exemple, qui termine son étude en concluant que, globalement, à la lumière des faits, le plus honnête est de dire que, si l'ouverture commerciale en elle-même a très certainement un lien avec la croissance économique observée ultérieurement, cela n'a toujours pas été clairement et universellement établi, en ajoutant cependant qu'elle n'a certainement pas été identifiée comme une entrave.

Qu'il n'y ait aucune relation évidente entre libéralisation des échanges et réduction de la pauvreté ne signifie pas qu'il n'y en ait aucune entre commerce et réduction de la pauvreté.

D. Orientation à l'exportation, croissance et pauvreté

Qu'il n'y ait aucune relation évidente entre libéralisation des échanges et réduction de la pauvreté ne signifie pas qu'il n'y en ait aucune entre commerce et réduction de la pauvreté. De fait, l'une des grandes leçons tirées de données d'expérience récentes est que les pays en développement qui ont progressé le plus vite ces vingt dernières années et connu un recul rapide de la pauvreté ont généralement aussi constaté un accroissement de la part de la production nationale exportée (Rodrik, 1999: chap. 2). Il est faux, toutefois, de penser que cela est dû à la libéralisation des échanges. La relation entre les exportations et la croissance, en outre, est complexe. L'étude approfondie des pays en développement qui ont obtenu les meilleurs résultats, à laquelle a procédé la CNUCED dans une série de rapports consacrés au commerce et au développement et d'études connexes (CNUCED, 1994, 1996, 2002), débouche sur les constatations suivantes:

- Les pays qui ont progressé le plus rapidement ne se distinguent pas uniquement par un accroissement de leur ratio exportations/PIB, mais aussi, concomitamment, par une augmentation de la part du PIB consacré à l'investissement et à l'épargne (graphique 34);
- Ces changements macroéconomiques se sont produits dans le cadre d'un processus d'industrialisation tardive qui a donné une importance croissante aux activités manufacturières et aux exportations de produits manufacturés et au cours duquel s'est effectué, au niveau de la production, un passage progressif à des activités à plus fort coefficient de capital, de technicité et de savoir-faire, tant au sein des secteurs qu'entre eux.
- Au niveau microéconomique, les entreprises ont copié et adapté les technologies disponibles à travers le monde pour réduire les coûts, améliorer la qualité et introduire des biens et des services qui n'existaient pas dans le pays, et l'on a assisté à la transmission des meilleures pratiques existantes par les entreprises les plus avancées à des entreprises moins avancées, y compris par des entreprises étrangères à des entreprises nationales.
- La pauvreté a reculé dans le cadre de ce processus, en particulier grâce au développement de l'agriculture, à l'accroissement des possibilités d'emploi et aux gains de productivité qui se sont étendus à des secteurs marginaux.

Les pays qui ont progressé le plus rapidement ne se distinguent pas uniquement par un accroissement de leur ratio exportations/PIB, mais aussi, concomitamment, par une augmentation de la part du PIB consacré à l'investissement et à l'épargne.

TABLEAU 29. CROISSANCE ÉCONOMIQUE, EXPORTATIONS, INVESTISSEMENT ET TENDANCES DE LA PAUVRETÉ
DANS LES PMA, FIN ANNÉES 80-FIN ANNÉES 90

	Croissance annuelle du PIB par habitant ^a	Exportations de biens et services			Formation brute de capital			Part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour		
	%	% PIB	Différence en point de %		% PIB	Différence en point de %		% population totale	Différence en point de %	
	1987-1999	1987-1989	1997-1999		1987-1989	1997-1999		1987-1989	1997-1999	
PMA dont le ratio exportations/PIB et le PIB par habitant ont augmenté										
Rép. dém. pop. lao	3,5	9,8 ^b	29,6 ^c	19,8	11,4 ^b	26,4 ^c	15,0	4,1	2,1	-2,0
Bangladesh	3,3	5,6	12,9	7,2	17,0	21,5	4,6	13,4	10,0	-3,4
Ouganda	3,1	7,9	11,5	3,6	10,5	15,8	5,3	57,6	41,5	-16,1
Bhoutan	3,0	27,9	33,0	5,1	32,7	48,0	15,3	42,2	23,0	-19,2
Cap-Vert	2,9	14,9	24,0	9,1	24,7	37,3	12,6	18,2	11,9	-6,3
Mozambique	2,5	7,6	11,0	3,4	13,9	25,1	11,1	40,5	36,8	-3,6
Népal	2,4	11,4	24,1	12,7	20,6	23,4	2,8	52,6	38,4	-14,3
Îles Salomon ^d	1,4	47,7	65,9	18,2	32,4	..	..	6,5	2,4	-4,1
Bénin	1,0	14,2	16,8	2,6	13,5	17,7	4,2	22,4	16,4	-6,1
Malawi	0,9	22,9	27,2	4,3	18,8	13,3	-5,4	76,2	55,8	-20,4
Éthiopie	0,8	8,6	15,2	6,6	15,8	17,4	1,6	86,8	85,5	-1,2
Lesotho	0,7	17,9	27,4 ^c	9,5	44,5	50,6 ^c	6,1	19,5	41,8	22,3
Burkina Faso	0,4	10,7	12,2	1,5	20,8	28,3	7,5	66,6	60,1	-6,5
Mali	0,1	16,5	25,2	8,6	21,3	20,9	-0,4	63,0	71,7	8,7
Groupe, moyenne simple	1,9	16,0	24,0	8,0	21,3	26,6	6,2	40,7	35,5	-5,2
PMA dont le ratio exportations/PIB a augmenté et le PIB par habitant a stagné ou diminué										
Sénégal	0,0	24,5	33,2	8,7	12,4	18,5	6,2	13,3	14,1	0,8
Rép. centrafricaine	-0,8	16,1	17,6	1,4	11,4	12,3	0,9	45,6	68,9	23,3
Tchad	-1,3	14,7	18,2	3,5	8,0	13,8	5,8	79,1	81,6	2,5
Vanuatu ^b	-1,3	39,2	55,0	15,8	34,3	..	..	6,3	9,8	3,5
Guinée-Bissau	-1,6	10,7	20,5	9,8	39,5	16,9	-22,6	56,0	80,9	25,0
Madagascar	-1,8	17,1	22,7	5,6	12,2	12,4	0,2	42,2	46,7	4,5
Comores	-3,5	16,1	23,5	7,5	21,5	15,6	-5,9	64,6	76,4	11,8
Angola	-3,8	33,2	56,8 ^e	23,6	13,2	24,0 ^e	10,8	70,4	71,9	1,5
Groupe, moyenne simple	-1,8	21,4	30,9	9,5	19,1	16,2	-0,7	47,2	56,3	9,1
PMA dont le ratio exportations/PIB a diminué et le PIB par habitant a stagné ou diminué										
Mauritanie	1,6	49,7	39,2	-10,5	24,9	18,1	-6,8	36,2	30,0	-6,2
Guinée	0,8	29,2	21,6	-7,6	16,5	17,7	1,2	71,5	64,1	-7,4
Groupe, moyenne simple	1,2	39,5	30,4	-9,1	20,7	17,9	-2,8	53,8	47,1	-6,8
PMA dont le ratio exportations/PIB a diminué et le PIB par habitant a stagné ou diminué										
Gambie	-0,9	51,8	48,9	-2,9	18,1	17,8	-0,2	52,0	35,8	-16,3
Togo	-2,0	41,6	31,8	-9,8	16,7	14,0	-2,7	64,8	63,0	-1,7
Niger	-2,0	18,6	16,7	-1,9	14,8	10,8	-4,1	69,3	74,4	5,1
Rwanda	-2,9	6,7	6,2	-0,5	14,5	15,0	0,5	45,5	58,5	13,1
Burundi	-3,4	10,7	9,0	-1,7	18,1	8,6	-9,5	60,2	71,2	11,0
Haïti	-3,5	15,1	11,1	-4,0	14,0	10,7	-3,3	26,1	41,0	14,9
Sierra Leone	-5,7	15,8	13,7 ^f	-2,2	8,6	2,8 ^f	-5,8	30,2	67,4	37,2
Groupe, moyenne simple	-2,9	22,9	19,6	-3,3	15,0	11,4	-3,6	49,7	58,8	9,0

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

a En dollars PPA de 1985.

b 1988-1989.

c 1997-1998.

d D'après des estimations tirées de la balance des paiements des exportations de biens et services.

e 1998.

f 1998-1999.

L'expansion des exportations a donc certainement joué un rôle essentiel dans le développement accéléré des pays qui ont le plus progressé. De ce fait, la corrélation des changements d'orientation à l'exportation avec la croissance économique et la réduction de la pauvreté n'a pas de quoi surprendre. Il reste que, si des changements se produisent dans l'orientation à l'exportation sans qu'évoluent dans le même temps l'investissement, l'épargne et les importations technologiques, il ne faut pas s'attendre à ce que les résultats soient les mêmes.

S'agissant des pays les moins avancés, les données disponibles montrent que, comme dans l'ensemble des pays en développement, ceux qui ont progressé dans les années 90, ont presque invariablement vu augmenter la part de la production nationale exportée. Ainsi qu'il ressort du tableau 29, au cours de la période 1987-1999, seuls 2 des 16 pays en progression (Guinée et Mauritanie) ont enregistré une baisse de leur ratio exportations/PIB. Tous ceux dans lesquels le PIB réel par habitant (en dollars PPA de 1985) a augmenté de plus de 2 % par an pendant la période considérée se sont tournés d'avantage vers l'exportation. Mais, même si, dans les PMA, la croissance économique est presque toujours associée à une plus grande orientation à l'exportation, cela ne signifie pas qu'une plus grande orientation à l'exportation soit invariablement associée à la croissance. De fait, dans 8 des 22 PMA qui se sont tournés davantage vers l'exportation entre 1987 et 1999, le PIB par habitant a stagné, voire même diminué, pendant cette période. En outre, dans plus de la moitié des PMA qui ont accru leur orientation à l'exportation (13 pays), la croissance annuelle du PIB par habitant a été inférieure à 1 % entre 1987 et 1999. Aussi, s'il est vrai que les PMA qui progressent rapidement ont tendance à voir leur ratio exportations/PIB augmenter, ceux dont le ratio exportations/PIB croît ne progressent pas nécessairement vite.

Les PMA dans lesquels le taux de pauvreté a chuté dans les années 90 ont presque toujours enregistré, eux aussi, une augmentation de la part de la production nationale exportée. L'incidence de la pauvreté a diminué dans 16 PMA de l'échantillon entre 1987 et 1999, et le ratio exportations/ PIB n'a régressé que dans quatre d'entre eux (Gambie, Guinée, Mauritanie et Togo). Il reste que, si les PMA dans lesquels l'incidence de la pauvreté a diminué se sont plus tournés vers l'exportation en règle générale, les PMA qui se sont davantage tournés vers l'exportation n'ont pas tous noté un fléchissement de l'incidence de la pauvreté. De fait, dans 10 des 22 PMA qui ont accru leur orientation à l'exportation entre 1997 et 1999, le taux de pauvreté a augmenté pendant cette période (tableau 29).

Comme cela a été dit au chapitre précédent, la clé de la réduction de la pauvreté dans les PMA réside dans une croissance économique rapide et durable. Ainsi, si l'on prend dans l'échantillon les 16 PMA dans lesquels le PIB par habitant est en augmentation, on voit que le taux de pauvreté ne s'accroît que dans deux d'entre eux, à savoir le Lesotho, où cette progression tient en partie au retour de mineurs d'Afrique du Sud, et le Mali. Il n'y a que deux PMA (Guinée et Mauritanie) qui ont connu la croissance économique tout en se tournant moins vers l'exportation pendant la période 1987-1999. Cela ne les a toutefois empêchés ni l'un ni l'autre d'enregistrer une régression du taux de pauvreté.

Dans les PMA qui ont progressé, la part de l'investissement dans le PIB a généralement augmenté aussi. Le ratio investissement/PIB n'a baissé que dans 3 des 15 PMA en progression pour lesquels il existe des données sur l'investissement concernant la période 1987-1999. Dans ceux où la pauvreté régresse, le ratio investissement/PIB a aussi tendance à croître. Il n'a diminué entre 1987 et 1999 que dans 4 de 15 pays pour lesquels des données étaient

Les PMA dans lesquels le taux de pauvreté a chuté dans les années 90 ont presque toujours enregistré, eux aussi, une augmentation de la part de la production nationale exportée. Mais les PMA qui se sont davantage tournés vers l'exportation n'ont pas tous noté un fléchissement de l'incidence de la pauvreté. De fait, dans 10 des 22 PMA qui ont accru leur orientation à l'exportation entre 1997 et 1999, le taux de pauvreté a augmenté pendant cette période.

disponibles (tableau 29). Les PMA dans lesquels le taux d'investissement augmente ne connaissent pas tous croissance économique et réduction de la pauvreté en même temps. Le taux de croissance annuel du PIB par habitant est négatif dans 5 des 18 PMA dans lesquels le ratio investissement/PIB est en augmentation et la pauvreté gagne du terrain dans 7 d'entre eux. Toutefois, il est hautement probable que la pauvreté recule dans les pays où le revenu par habitant augmente, le ratio investissement/PIB s'accroît et l'orientation à l'exportation s'accroît. Elle n'augmente que dans un seul des 11 pays dans cette situation, le Lesotho. Là où elle semble reculer le plus, c'est-à-dire où le taux de pauvreté diminue dans la plus forte proportion, c'est aussi dans les PMA où le revenu par habitant augmente, le ratio investissement/PIB s'accroît et l'orientation à l'exportation s'accroît.

La principale conclusion que l'on peut tirer de ce qui précède est que la croissance économique joue un rôle clef dans la réduction de la pauvreté. L'expansion des exportations est fondamentale ici parce que c'est sur elle que repose l'ensemble du processus de croissance. Le constat que nous sommes donc amené à faire est que, non accompagnée de croissance économique, une plus grande orientation à l'exportation n'est pas allée de pair avec une réduction de la pauvreté.

La principale conclusion que l'on peut tirer de ce qui précède est que la croissance économique joue un rôle clef dans la réduction de la pauvreté. L'expansion des exportations est fondamentale ici parce que c'est sur elle que repose l'ensemble du processus de croissance. Dans les économies qui progressent, le développement des activités tournées vers l'exportation permet aux exportations d'augmenter plus vite que le revenu. Mais, dans les années 90, en même temps qu'ils développaient leurs activités axées sur l'exportation, certains PMA ont connu une stagnation, voire une régression. Dans ces pays, les changements intervenus dans l'orientation à l'exportation n'ont pas été associés à une réduction de la pauvreté. Le constat que nous sommes donc amené à faire est que, non accompagnée de croissance économique, une plus grande orientation à l'exportation n'est pas allée de pair avec une réduction de la pauvreté.

E. Structure des exportations, croissance et pauvreté

On se fera une idée beaucoup plus précise de la relation entre le commerce international et la pauvreté en n'écartant pas de l'analyse les types de biens et de services échangés. Dans les PMA, il existe une relation étroite entre le rythme de croissance à long terme et la structure des exportations. En outre, l'incidence de la pauvreté, tout comme la façon dont la pauvreté a récemment évolué, varie sensiblement selon les pays suivant la structure de leurs exportations.

On se fera une idée beaucoup plus précise de la relation entre le commerce international et la pauvreté en n'écartant pas de l'analyse les types de biens et de services échangés.

Dans la présente section, nous utiliserons la classification des pays d'après la structure de leurs exportations, qui figure plus haut dans le chapitre ainsi que dans l'annexe ci-dessous. Ne disposant pas de données suffisantes sur la pauvreté pour étudier de façon systématique, de quelque manière que ce soit, le cas des PMA exportateurs de pétrole, nous avons donc centré l'analyse sur: a) les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers, qui sont subdivisés en pays exportateurs de produits agricoles et pays exportateurs de produits minéraux; et b) les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services, qui ont été scindés en pays exportateurs de produits manufacturés et pays exportateurs de services.

Avant toute chose, il nous faut attirer l'attention sur deux points. Premièrement, la classification est fondée sur la structure des exportations telle qu'elle se présentait à la fin des années 90 et non sur la structure initiale. Les données, de ce fait, mettent en regard l'évolution de la croissance et de la pauvreté dans les PMA dont la composition des exportations reste essentiellement centrée sur des produits de base et celle observée dans les PMA qui, ces 20 dernières années, ont modifié la composition de leurs exportations en réduisant la proportion de produits de base dans les exportations totales (en

TABLEAU 30. TENDANCES DU PIB PAR HABITANT DANS LES 20 PAYS LES PLUS RICHES DU MONDE, DANS LES PMA ET DANS LES SOUS-GROUPES^a, 1960-1999

(PIB par habitant en dollars PPA en 1985)

	1960	1970	1980	1990	1999
20 pays les plus riches^b					
Moyenne simple	6 535,1	9 124,2	11 851,1	13 636,4	16 723,5
Moyenne pondérée	7 591,7	10 008,6	12 584,0	15 316,9	17 880,0
Écart type	1 529,7	1 736,8	1 500,5	2 673,0	1 767,4
PMA^c					
Moyenne simple	661,1	771,9	843,8	760,0	779,8
Moyenne pondérée	685,0	857,3	766,7	813,9	948,0
Écart type	264,7	326,2	491,2	338,5	446,1
PMA exportateurs de produits primaires hors pétroles^d					
Moyenne simple	594,5	673,5	668,6	609,2	587,5
Moyenne pondérée	477,7	553,4	535,4	499,7	515,7
Écart type	219,2	298,1	236,8	164,4	197,6
PMA exportateurs de produits d'articles manufacturés et/ou de services^e					
Moyenne simple	780,1	905,6	1 161,6	1 028,0	1 136,4
Moyenne pondérée	933,7	1 194,0	1 042,8	1 211,1	1 545,5
Écart type	290,3	324,5	671,3	414,3	556,2

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après le Programme de comparaison internationale de Summers et Heston et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note: a Les sous-groupes sont composés des pays tels que se présentait la structure de leurs exportations à la fin des années 90. Voir le tableau 2 de l'annexe pour la classification des pays.

b Le groupe des 20 pays les plus riches varie dans le temps.

c Sur la base de 31 PMA pour lesquels on dispose de données - pays indiqués en d et e, plus l'Angola.

d Bénin, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Tchad, Togo et Zambie.

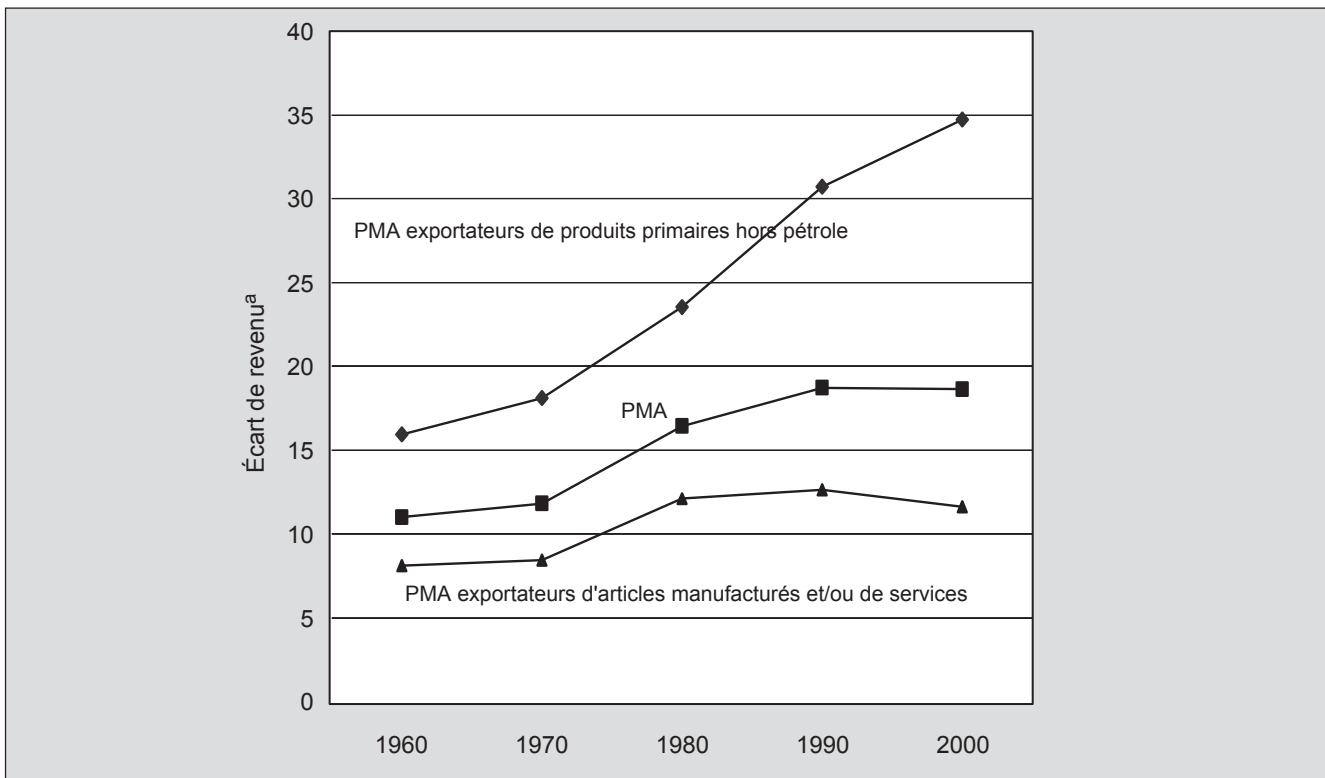
e Bangladesh, Cap-Vert, Comores, Gambie, Haïti, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Népal, Samoa et Sénégal.

valeur relative ou absolue) et en exportant principalement des produits manufacturés et/ou des services. Néanmoins, comme on l'a vu à la section B, nombre de pays classés comme PMA exportateurs de produits manufacturés se sont mis, dans les années 80, à exporter une proportion plus importante de produits manufacturés. Deuxièmement, comme dans tout exercice de ce type, la classification des pays influe sur les conclusions et il est parfois difficile d'évaluer dans quelque groupe classer tel ou tel pays représentant un cas marginal (voir l'annexe au présent chapitre). Néanmoins, nous estimons que cela n'a pas d'incidence sur les tendances générales identifiées.

1. STRUCTURE DES EXPORTATIONS ET CONVERGENCE DES REVENUS AVEC LES PAYS RICHES

Le tableau 30 montre quel a été, entre 1960 et 1999, le revenu moyen par habitant dans les 20 pays les plus riches du monde, dans les 31 PMA pour lesquels des données étaient disponibles, pour les PMA exportant des produits de base non pétroliers et pour les PMA exportant des produits manufacturés et/ou des services. Le PIB est estimé en PPA de 1985, ce qui rend l'écart de revenu plus faible que si le PIB avait été calculé aux taux de change officiels du moment. En outre, les résultats obtenus pour chaque groupe sont indiqués sous forme de moyennes arithmétiques, ou pondérées par le nombre d'habitants de

GRAPHIQUE 35. ÉVOLUTION DE L'ÉCART DE REVENU^a ENTRE LES 20 PAYS LE PLUS RICHES DU MONDE ET LES PMA, 1960-1999



Source : Voir le tableau 30.

Note : Même échantillon que dans le tableau 30. Les sous-groupes sont composés des pays tels que se présentait la structure de leurs exportations à la fin des années 90. Voir le tableau 2 de l'annexe pour la classification des pays.

- a L'écart de revenu est le ratio du PIB moyen par habitant (en dollars PPA de 1985) des 20 pays les plus riches au PIB moyen par habitant des PMA et des sous-groupes de PMA. Le groupe des 20 pays les plus riches varie dans le temps. Les moyennes sont pondérées en fonction de la population.

chaque pays. Les écarts de revenu entre les pays les plus riches et les PMA, basés sur les moyennes pondérées, sont présentés au graphique 35.

Au vu du tableau 30 et du graphique 35, la tendance dominante au cours des 40 dernières années a été une divergence croissante entre le revenu moyen par habitant des PMA et celui des 20 pays les plus riches du monde. Pondéré par le nombre d'habitants, le revenu par habitant des 20 pays les plus riches était 11 fois supérieur à celui des PMA en 1960 et lui a été 19 fois supérieur en 1999. Toutefois, on constate d'importantes différences entre les PMA qui n'ont plus exporté uniquement des produits de base et les autres.

D'après les moyennes pondérées par le nombre d'habitants, le revenu par habitant des 20 pays les plus riches était 16 fois supérieur à celui des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers en 1960. En 1999, il a été 35 fois plus élevé.

En 1999, la moyenne arithmétique du revenu par habitant dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers a été pratiquement la même qu'en 1960; elle a été inférieure à celle de 1990, inférieure en 1990 à celle de 1980 et inférieure en 1980 à celle de 1970. D'après les moyennes pondérées par le nombre d'habitants, le revenu par habitant des 20 pays les plus riches était 16 fois supérieur à celui des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers en 1960. En 1999, il a été 35 fois plus élevé. Le très gros écart entre les deux groupes de pays, notamment entre 1970 et 1990, est aussi allé de pair avec une convergence au sein de ce groupe de PMA. Cela dit, l'écart de revenu moyen par habitant s'est creusé au sein de ce groupe dans les années 90.

Les PMA qui se sont mis à exporter des produits manufacturés et/ou des services avaient, en 1960, des revenus minimums par habitant bien supérieurs à ceux des pays exportateurs de produits de base non pétroliers et, au fil du temps, ont fait mieux que ces derniers. La moyenne pondérée du revenu par habitant dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services était pratiquement deux fois plus élevée que dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers en 1960, et presque trois fois plus élevée en 1999. Comme le montre le graphique 35, le ratio entre le revenu par habitant des vingt pays les plus riches et celui des PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services s'est accru entre 1960 et 1999. Mais, la différence de niveau de revenu est plus faible entre ces pays qu'entre les pays les plus riches et les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers, et l'accroissement, bien moindre. Pondéré par le nombre d'habitants, le revenu moyen par habitant des 20 pays les plus riches était 8 fois supérieur à celui des PMA exportateurs de produits manufacturés et de services en 1960. En 1999, il a été 12 fois plus élevé. Dans les années 90, il s'est effectivement opéré une lente convergence du revenu moyen pondéré par habitant dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services, encore que ce phénomène soit très étroitement lié aux résultats économiques du Bangladesh⁹.

2. STRUCTURE DES EXPORTATIONS ET INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ

Les différences constatées dans l'évolution de la pauvreté sont liées aux différences de rythme de croissance à long terme. Le graphique 36 montre comment a évolué l'incidence de la pauvreté, mesurée en utilisant les seuils de pauvreté de 1 et 2 dollars par jour, dans les PMA groupés d'après la structure de leurs exportations, entre 1981 et 1999. Ce graphique conduit aux constatations suivantes:

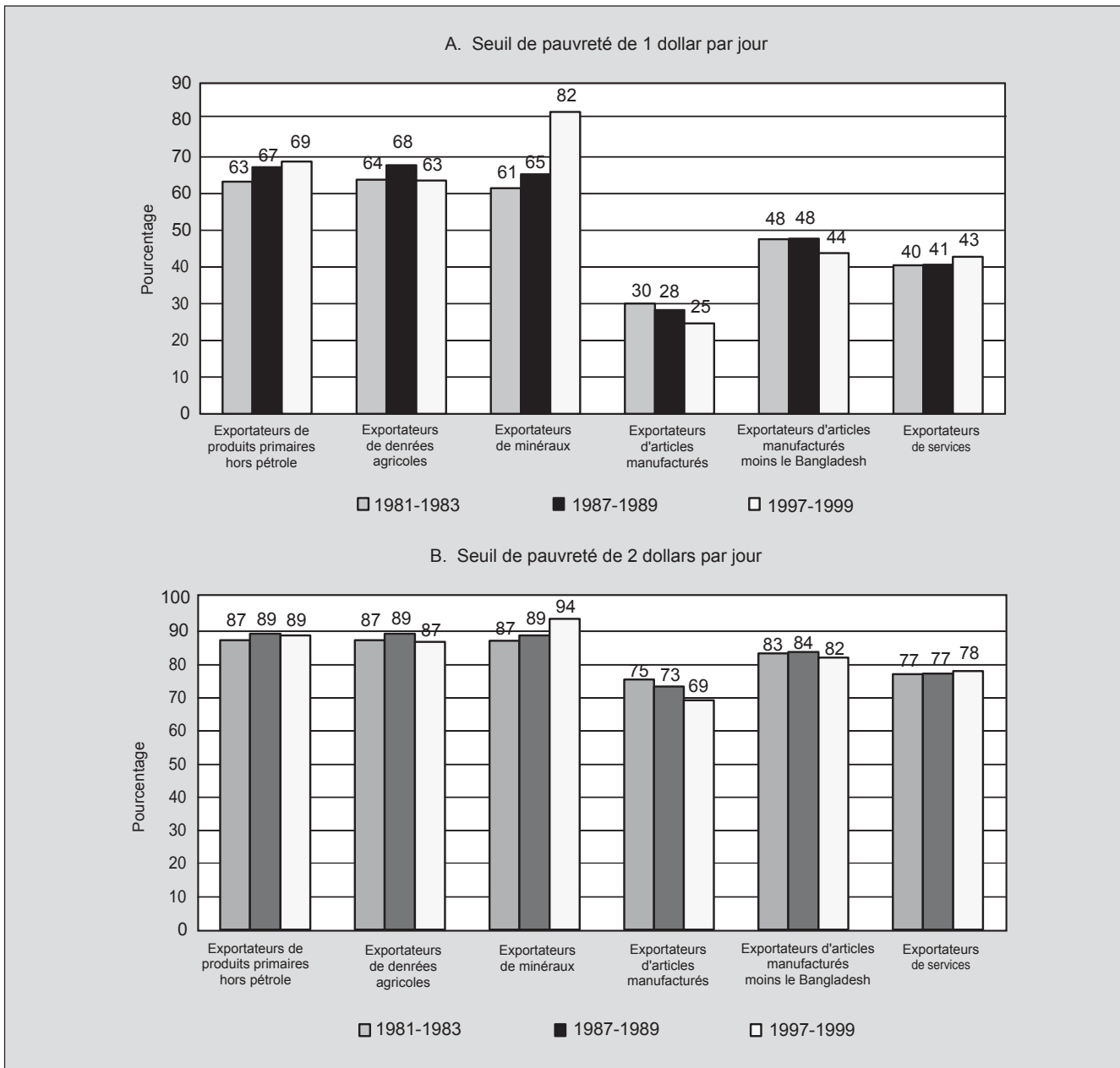
- Plus des deux tiers de la population des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers vivaient avec moins de 1 dollar par jour à la fin des années 90 et, dans les pays exportateurs de produits minéraux, l'incidence de l'extrême pauvreté était supérieure à 80 %;
- L'incidence de l'extrême pauvreté s'est accrue dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers entre le début des années 80 et la fin des années 90, et cet accroissement a été particulièrement net (de 21 points de pourcentage) dans les pays exportateurs de produits minéraux;
- La proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour en moyenne a diminué dans les PMA exportateurs de services (43 %). Elle a même été inférieure à ce pourcentage dans les pays exportateurs de produits manufacturés (25 %), sauf qu'en excluant le Bangladesh, elle a été de 44 %;
- L'incidence de l'extrême pauvreté n'a cessé d'augmenter dans le PMA exportateurs de services entre le début des années 80 et la fin des années 90, même si elle s'est accrue moins vite que dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers;
- L'incidence de l'extrême pauvreté a fléchi globalement dans les PMA exportateurs de produits manufacturés. Ceci vaut que l'on tienne compte ou non du Bangladesh.

Plus des deux tiers de la population des PMA exportateurs de produits de base non pétroliers vivaient avec moins de 1 dollar par jour à la fin des années 90.

Lorsque l'on prend en considération la proportion de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, on constate des situations et des évolutions similaires, les différences étant toutefois moins nettes. On constate aussi que les

GRAPHIQUE 36. INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ DANS LES PMA REGROUPÉS EN FONCTION DE LA SPÉCIALISATION DE LEURS EXPORTATIONS, 1981-1983, 1987-1989 ET 1997-1999

(En pourcentage de la population totale)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED.

Note : Les pays sont groupés en fonction de la structure de leurs exportations à la fin des années 90. Voir le tableau 2 de l'annexe pour la classification des pays. Les données n'étaient pas disponibles pour les pays suivants: Afghanistan, Cambodge, Érythrée, Guinée équatoriale, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Yémen. L'Angola a également été omis faute de données suffisantes pour le faire figurer dans les exportateurs de pétrole.

PMA exportant des produits manufacturés et des services vivent toujours dans une très grande pauvreté, même si leur situation s'est améliorée. En 1997-1999, la proportion de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour était de plus de 75 % dans 8 des 12 PMA exportateurs de produits manufacturés et de services pour lesquels on disposait de données.

Cela étant dit, il est évident que, dans les PMA, il existe un lien entre la dépendance à l'égard des produits de base et l'incidence de l'extrême pauvreté.

ENCADRÉ 11. LA POLITIQUE COMMERCIALE DE QUELQUES PMA ASIATIQUES EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

L'accroissement des exportations de produits manufacturés dans les PMA d'Asie a été favorisé par la mise en œuvre de stratégies de dynamisation des exportations (« export-push strategy ») contenant des mesures d'encouragement supplémentaires destinées à stimuler les exportations, stratégies dont l'intégration dans des accords commerciaux régionaux a aussi été d'une importance capitale dans le cas des PMA asiatiques de l'Asie de l'Est (Cambodge, République démocratique populaire lao et Myanmar).

Au Bangladesh, la production de vêtements de qualité destinés à l'exportation a débuté dans le cadre d'un accord de coopération entre une société de la République de Corée et une société bangladaise créée à cet effet en 1979. Auparavant, le Bangladesh n'exportait pas de vêtements, le pays ne possédant pas les techniques de production et le savoir-faire commerciaux nécessaires. Ce qui a attiré la République de Corée au Bangladesh, c'est le bas niveau des salaires et, surtout, le fait que ce pays n'utilisait pas son quota d'exportation de textiles et de vêtements à destination des marchés des États-Unis et de l'UE. La commercialisation des vêtements a été assurée au début par la société coréenne qui a contribué, ce faisant, à forger à la société bangladaise une réputation de fabricant de vêtements de qualité et de partenaire fiable. Le Gouvernement du Bangladesh, de son côté, a fourni les aides à l'exportation essentielles. L'accord est venu à expiration en juin 1981, mais les activités d'exportation se sont poursuivies (CNUCED, 1995), les Bangladais maîtrisant désormais le savoir-faire nécessaire en matière de production et de commercialisation.

Après ces débuts prometteurs, les textiles et les vêtements sont devenus le moteur de la croissance des exportations bangladaises. Le Gouvernement du Bangladesh s'est employé à favoriser cette expansion. Au fil des ans, sa politique commerciale a encouragé les exportations par le biais de diverses mesures (régimes autorisant l'importation en franchise et sans restriction de biens de production, y compris de biens d'équipement; mécanismes facilitant l'accès des exportateurs au financement; bonifications d'intérêt en faveur des exportateurs; etc.) et permettant à ceux-ci d'échanger la totalité de leurs recettes en devises étrangères par l'intermédiaire de n'importe quel agent de change agréé. Pour encourager l'investissement privé dans le secteur des exportations, des obligations d'État ont été offertes dans le dessein d'encourager le placement de capitaux dans l'industrie. Dans le cadre de la stratégie adoptée, il a également été fait appel à l'IED pour mettre en place des capacités complétant les capacités nationales dans ce secteur. Le Bangladesh a en outre créé plusieurs zones franches travaillant pour l'industrie d'exportation, qui fonctionnent extrêmement bien et dans lesquelles les investisseurs de la République de Corée ont joué un rôle particulièrement actif. Les échanges ont été libéralisés, mais cela s'est fait progressivement et par paliers successifs. Le processus a également bénéficié de l'aide étrangère (Bhattacharya, 2000).

Les politiques commerciales adoptées dans d'autres PMA asiatiques en train de se doter de moyens d'exporter des produits manufacturés dénotent aussi l'application d'une stratégie de dynamisation des exportations au niveau des relations régionales, assortie d'incitations spéciales pour les investisseurs étrangers. C'est notamment le cas au Cambodge et dans la République démocratique populaire lao où les taux de croissance des exportations ont été particulièrement élevés (20 et 21 % par an) tandis que ces pays passaient d'une économie centralisée à une économie de marché (Martin, 2001). Dans la République démocratique populaire lao, l'adoption du nouveau système économique en 1986 a marqué le début de la transition vers une économie de marché. Depuis lors, des entreprises publiques ont été autorisées à fonctionner de façon autonome et le secteur privé, à participer aux activités économiques. En 1988, le pays a abandonné le régime de taux de change multiples et adopté un taux unique voisin de celui qui prévalait auparavant sur le marché parallèle.

La libéralisation des échanges a fait partie du processus de réforme économique, mais, dans ce domaine, le Gouvernement a choisi la voie progressive plutôt qu'une approche du style « Big Bang ». Les taux de droits moyens sont relativement faibles. En revanche, les droits de douane sur les produits de consommation « de luxe » (automobiles, cycles à moteur, bière, tabac et appareils ménagers) sont restés élevés. Il y a aussi divers obstacles non tarifaires. Il existe des entreprises commerciales agréées, dont le nombre a été réduit à 6 en 1999. Les importateurs ne sont autorisés à importer que les quantités qui leur sont concédées et les expéditions sont soumises à autorisation du Ministère du commerce et des transports. L'importation des combustibles et des lubrifiants, des poutrelles d'acier destinées à la construction, de toutes les sortes de ciment et de tous les types de véhicules automobiles et de cycles à moteur est contingentée. L'allocation de devises a été réglementée par les autorités (Martin, 2001).

Les entreprises étrangères jouissent de privilèges particuliers. Les droits que les investisseurs étrangers ont à payer sur les outils et installations de production, les pièces détachées et autres matériels importés dans le cadre de la réalisation de projets et du fonctionnement d'entreprises en activité s'élèvent à 1 % de la valeur d'importation. Les matières premières et les composants intermédiaires importés en vue de réexportations sont exempts de droits d'importation. Les matières premières et les composants intermédiaires importés pour la fabrication de produits destinés à remplacer des importations peuvent aussi bénéficier de réductions tarifaires spéciales. Certaines sociétés ont également obtenu une convention qui les autorise à importer et exporter certains produits en franchise totale. Des exonérations spécifiques sont souvent consenties pour les biens importés par des entreprises publiques (Martin, 2001).

Au Cambodge, la refonte de la politique commerciale a été plus rapide que dans la République démocratique populaire lao. Les réformes importantes qui ont été promptement menées ont été l'unification des taux de change, la réforme tarifaire et la suppression de nombreux obstacles non tarifaires. Les droits de douane sont relativement peu élevés, mais ils diffèrent sensiblement selon les produits, comme dans la République démocratique populaire lao. L'un des éléments importants de la stratégie de transition adoptée par le Cambodge est la mise en place d'un régime d'investissement extrêmement libéral pour attirer les investisseurs étrangers. Ce régime prévoit de larges exonérations pour les biens d'équipement et de production destinés à servir à la fabrication de produits à exporter, ainsi que des réductions d'impôt. Ce régime a permis d'attirer l'investissement dans le secteur de l'habillement travaillant pour l'exportation.

Tant au Cambodge que dans la République démocratique populaire lao, les relations régionales ont joué un rôle important dans la dynamique de croissance des exportations. Les conditions à réunir pour accéder à la zone de libre échange de l'ANASE ont aidé ces deux pays à moderniser leurs procédures commerciales et nécessité une libéralisation des échanges préférentiels de grande envergure. Les liens commerciaux entre les États membres de l'ANASE se sont considérablement renforcés au cours de la dernière décennie. L'ANASE a encouragé la coopération économique au travers des échanges dans le dessein de créer un marché unique et de permettre à ses membres de renforcer leurs avantages concurrentiels vis-à-vis du reste du monde en développant les échanges intrarégionaux. Les PMA asiatiques s'insèrent de plus en plus dans ce paysage, même si, jusqu'à présent, leur participation n'a pas été très importante. En juin 2000, les Premiers Ministres de la Thaïlande et du Cambodge sont convenus d'élaborer un programme de coopération intégré portant, notamment, sur le développement des zones industrielles situées le long de leurs frontières. Les fabricants thaïlandais sont prêts à délocaliser leurs unités de production, parce que le Cambodge bénéficie d'un accès préférentiel aux marchés dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) et que, dans ce pays, les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs de plus de la moitié à ce qu'ils sont en Thaïlande.

TABLEAU 31. RÉPARTITION DES PAUVRES DANS LES PMA REGROUPÉS EN FONCTION DE LA SPÉCIALISATION DE LEURS EXPORTATIONS^a, 1981-1983 À 1997-1999

	Exportateurs de produits primaires		Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services		Tous PMA	
	1981-1983	1997-1999	1981-1983	1997-1999	1981-1983	1997-1999
Population (en millions)	230	365	189	263	419	628
Population (en % du total des PMA)	55	58	45	41	100	100
Nombre de pauvres^b (en millions)						
Vivant avec moins de 1 dollar par jour	146	251	57	67	203	318 ^c
Vivant avec moins de 2 dollars par jour	201	324	142	183	343	507 ^c
Répartition des pauvres dans les PMA (en % du nombre total de pauvres dans les PMA)						
Vivant avec moins de 1 dollar par jour	72	79	28	21	100	100
Vivant avec moins de 2 dollars par jour	59	64	41	36	100	100

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED.

- a Les pays sont groupés en fonction de la structure de leurs exportations à la fin des années 90. Voir le tableau 2 de l'annexe pour la classification des pays.
- b Pas d'estimations de la pauvreté disponibles pour les pays suivants: Afghanistan, Cambodge, Érythrée, Guinée équatoriale, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Yémen. Le nombre total de pauvres dans ces pays a été évalué en supposant que l'incidence de la pauvreté y était la même que dans les autres pays du groupe d'exportateurs auquel ils appartenaient. Les PMA exportateurs de pétrole sont supposés avoir la même incidence de la pauvreté que les PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole.
- c Ces chiffres diffèrent légèrement de ceux du tableau 19 (chap. 1), en raison d'une méthode différente d'évaluation des données manquantes et aussi du choix d'une période différente.

Dans les PMA exportateurs de produits de base, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté s'est accru de 105 millions entre 1981-1983 et 1997-1999 ... Dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services, il a augmenté de 10 millions sur la même période.

Le tableau 31 contient des estimations du nombre de pauvres et de son évolution dans les PMA groupés en PMA exportateurs de produits de base et PMA exportateurs de produits manufacturés ou de services, ou encore d'une quelconque combinaison des deux. Dans l'ensemble, on estime qu'en 1997-1999 79 % de la population totale vivant avec moins de 1 dollar par jour dans les pays les moins avancés se trouvait dans des PMA exportateurs de produits de base et environ 21 %, dans des PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services. Les PMA exportateurs de produits de base sont aussi ceux dans lesquels le nombre de pauvres augmente le plus vite. On estime que, dans ces pays, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1 dollar par jour) s'est accru de 105 millions entre 1981-1983 et 1997-1999 pour atteindre au total 251 millions à la fin des années 90. Dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services, il a augmenté de 10 millions, et atteignait 67 millions à la fin des années 90.

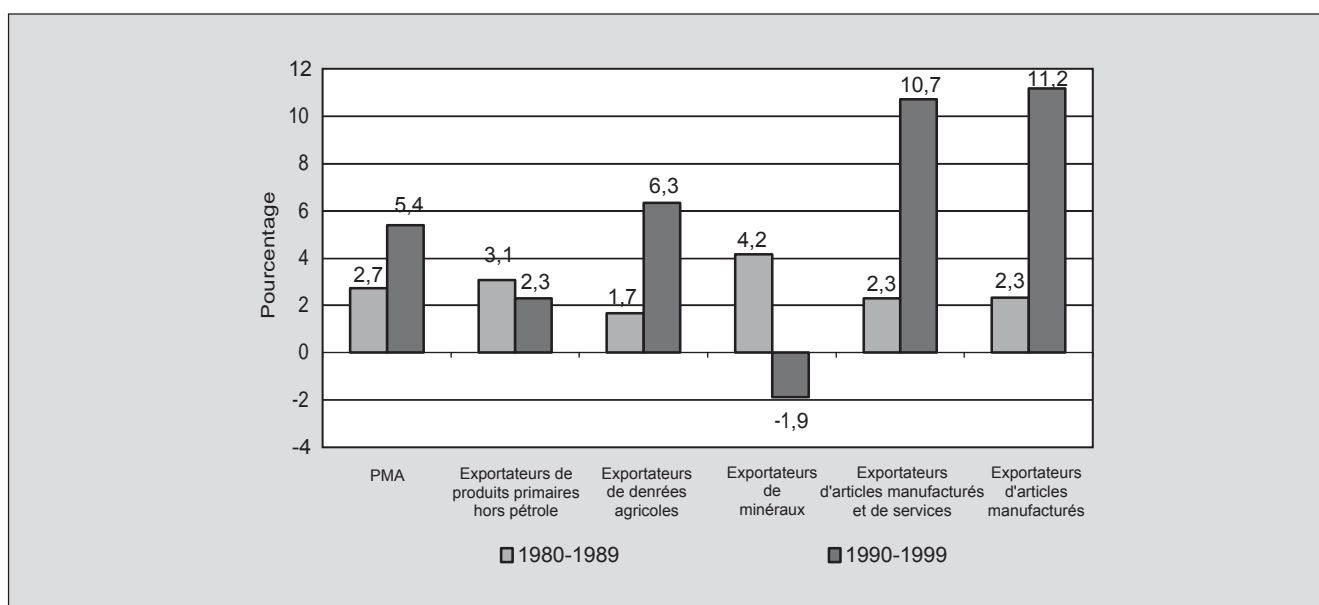
F. L'impact de différents niveaux de croissance des exportations sur celui de la pauvreté

Le rythme de croissance des exportations a été relativement lent dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers.

Les différences relevées dans l'évolution de la pauvreté au sein des différents groupes de PMA proviennent de niveaux de croissance économique différents. Comme on l'a vu précédemment, l'expansion des exportations est un facteur qui compte dans un processus de croissance durable, et il existe des différences indéniables entre les PMA qui exportent des produits de base, des produits manufacturés et des services au vu des taux de croissance de leurs exportations. Le graphique 37 indique le taux de croissance réel des exportations d'un échantillon de 26 PMA pour lesquels on dispose de données, dans les années 80 et 90. Il y est manifeste que le rythme de croissance des exportations a été relativement lent dans les PMA exportateurs de produits de base non pétroliers, tout particulièrement dans les années 90. Durant cette décennie, le taux de

GRAPHIQUE 37. TAUX DE CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS DANS LES PMA – REGROUPÉS EN FONCTION DE LA SPÉCIALISATION DE LEURS EXPORTATIONS^a, 1980-1989 ET 1990-1999

(En pourcentage par an)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note : Taux de croissance des exportations de biens et services en dollars constants de 1995.

- a Les pays sont groupés en fonction de la structure de leurs exportations à la fin des années 90. Voir le tableau 2 de l'annexe pour la classification des pays. Les données ne sont pas disponibles pour les pays suivants: Afghanistan, Angola, Bhoutan, Cambodge, Cap-Vert, Djibouti, Guinée, Guinée équatoriale, Îles Salomon, Kiribati, Libéria, Maldives, Myanmar, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Tuvalu, Vanuatu et Yémen.

croissance réelle des exportations dans les économies exportatrices de produits de base non pétroliers n'a été que de 2,3 % par an, contre 11,2 % dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et 10,7 % dans les PMA exportateurs de produits manufacturés ou de services, ou d'une combinaison des deux. Quelques PMA asiatiques exportateurs de produits manufacturés ont enregistré des taux de croissance particulièrement élevés (voir encadré 11). Ce sont les PMA exportateurs de produits minéraux qui ont eu les moins bons résultats dans les années 90, les exportations réelles des PMA de l'échantillon diminuant de 1,9 % par an sur la période 1990-1999. En revanche, les PMA exportateurs de produits de base agricoles ont vu le taux de croissance de leurs exportations passer de 1,7 % par an dans les années 80 à 6,3 % dans les années 90.

À supposer que les ressources affectées à la production destinée à l'exportation n'aient pas été utilisées ou aient été sous-utilisées auparavant, plus les exportations ont progressé vite, plus le taux de croissance économique et, partant, les possibilités de faire reculer la pauvreté, ont augmenté rapidement. Cela vaut quel que soit le type d'exportations. La production destinée à l'exportation peut contribuer encore davantage à la croissance économique en générant des externalités positives, notamment en réduisant les contraintes liées aux opérations de change et en favorisant l'amélioration des connaissances et la modernisation technologique, les économies d'échelle et les liaisons interentreprises. Les exportations de produits manufacturés auront vraisemblablement une plus grande incidence sur la croissance économique que les exportations de produits de base, car elles sont à même de générer des externalités et des effets d'apprentissage de beaucoup plus grande envergure¹⁰. Ces effets induits, s'ils ne sont pas absents dans les économies qui exportent des

Les exportations de produits manufacturés auront vraisemblablement une plus grande incidence sur la croissance économique que les exportations de produits de base, car elles sont à même de générer des externalités et des effets d'apprentissage de beaucoup plus grande envergure.

produits de base, semblent devoir être singulièrement négligeables dans celles qui exportent des produits de base dont la valeur et le rendement sont faibles.

Dans les pays qui exportent des produits minéraux, la corrélation entre la croissance des exportations et la croissance économique a souvent été ténue. On a apporté plusieurs explications à cette corrélation. On a invoqué notamment l'effet de « Dutch disease », voulant que l'accroissement des recettes tirées de l'exportation de produits minéraux conduise à une appréciation des taux de change réels et, partant, à une baisse de compétitivité dans d'autres secteurs marchands. Mais, la variabilité des taux de change et l'incapacité à réinvestir les loyers miniers pourraient avoir plus d'importance (Auty et Evans, 1994). Il est évident qu'il y a aussi des problèmes de gouvernance. Les loyers tirés des activités minières peuvent facilement être gardés par le pouvoir central et engendrer à la fois des rivalités politiques à propos du revenu de ces loyers et à la formation de systèmes clientélistes. Il semblerait que les pays pauvres riches en ressources minérales, notamment les PMA, soient devenus des zones particulièrement sujettes aux conflits armés résultant de la bataille que se livrent protagonistes nationaux et étrangers pour les revenus que procurent ces ressources. Les exportations de produits minéraux peuvent, si on exploite leurs énormes potentialités, être à l'origine d'une croissance et d'une diversification économique rapides, comme le montre le cas du Botswana, seul pays jusqu'ici à avoir été sorti de la catégorie des PMA. Si l'on veut qu'un recul de la pauvreté en résulte, il faut mûrement réfléchir à la politique à adopter, la production étant souvent une activité nécessitant beaucoup de capitaux (Modise, 2000).

L'expansion des exportations de produits manufacturés et de services peut contribuer dans une assez large mesure à réduire la pauvreté, car elle entraîne une augmentation des possibilités d'emploi, en particulier, pour la main-d'œuvre non qualifiée.

Lorsque la main-d'œuvre surabonde, la probabilité que les salaires réels augmentent est faible, de sorte que, au moment où les exportations de produits manufacturés commencent à augmenter, les inégalités peuvent s'accroître.

Mais, le nombre d'emplois augmentant, la pauvreté diminue.

L'expansion des exportations de produits manufacturés et de services peut contribuer dans une assez large mesure à réduire la pauvreté, car elle entraîne une augmentation des possibilités d'emploi, en particulier, pour la main-d'œuvre non qualifiée. Lorsque la main-d'œuvre surabonde, la probabilité que les salaires réels augmentent est faible, de sorte que, au moment où les exportations de produits manufacturés commencent à augmenter, les inégalités peuvent s'accroître (CNUCED, 1997). Mais, le nombre d'emplois augmentant, la pauvreté diminue. Dans ce processus, l'emploi de la main-d'œuvre féminine a souvent joué un rôle important. Il reste qu'il n'existe pas fatalement de rapport entre l'expansion des exportations de produits manufacturés et de services et la réduction de la pauvreté.

On le voit bien lorsque l'on considère l'envers des tendances décrites plus haut concernant le niveau moyen de pauvreté dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et de services. Il est clair que la situation varie grandement d'un pays à l'autre. La tendance générale pour les PMA qui exportent des services est le produit des tendances observées dans deux pays connaissant une régression rapide du taux de pauvreté (Cap-Vert et Gambie), deux pays connaissant la situation inverse (Comores et Djibouti) et un pays où la situation a peu évolué (Vanuatu). Dans les pays exportateurs de produits manufacturés, l'orientation à la baisse est plus constante, mais le taux de pauvreté est en augmentation au Lesotho, à Haïti et à Madagascar. Dans ce dernier pays, l'évolution du taux de pauvreté témoigne du fait que les exportations de produits manufacturés n'y ont commencé à augmenter que très récemment. Les conflits et l'instabilité politique font partie des principaux facteurs de nature à conduire à une aggravation de la pauvreté dans les pays exportateurs de biens et de services.

Dans les PMA qui exportent des produits de base agricoles, la situation est très complexe. L'incidence qu'a l'expansion des exportations sur la pauvreté dépend de l'organisation de la production (nombre de plantations par rapport

au nombre de petites exploitations familiales), de l'accès des agriculteurs aux facteurs de production (crédit, terre, main-d'œuvre), de l'évolution de la productivité et des prix, du pouvoir de négociation des agriculteurs face aux négociants et aux transformateurs et de la relation entre le développement des cultures destinées à l'exportation et les prix des denrées alimentaires. Dans la plupart des PMA, où prédomine la production familiale, la façon dont ces facteurs jouent influe sur les relations entre les hommes et les femmes.

Le développement de l'agriculture, qui amène l'utilisation de terres et de ressources de main-d'œuvre jusqu'à lors inexploitées ou sous-exploitées, peut aussi contribuer à réduire la pauvreté par le biais du même mécanisme de « vent-for-surplus » que celui par lequel opère le développement de l'emploi dans le secteur manufacturier et dans celui des services. Mais, l'action de ce mécanisme sur la pauvreté peut être moins sensible dans les pays qui exportent des produits agricoles que dans ceux qui exportent des produits manufacturés et des services, pour deux raisons essentielles. Premièrement, comme on le verra plus en détail dans le prochain chapitre, les prix internationaux des produits de base ont eu tendance à chuter. Cela donne à entendre que les bénéfices réels des producteurs auront constamment tendance à baisser. Deuxièmement, lorsque la structure de la propriété foncière est très déséquilibrée, les petits exploitants agricoles peuvent ne pas profiter des vagues d'expansion des exportations agricoles (voir Barham, Carter et Sigelko, 1995; et Carter et Barham, 1996, pour l'Amérique latine). Le développement des exportations agricoles peut également avoir des effets pervers sur les niveaux de pauvreté, s'il entraîne une augmentation des prix des denrées alimentaires et une diminution de l'aide alimentaire. Cela dit, dans les PMA qui ont connu une période de transition au cours de laquelle le rôle des plantations ou des fermes d'État dans la production agricole destinée à l'exportation a diminué progressivement par rapport à celui des petites exploitations, le développement des exportations fait moins de laissés-pour-compte aujourd'hui que par le passé, ce qui peut favoriser un recul de la pauvreté. C'est notamment ce que l'on constate dans des pays tels que l'Éthiopie, le Malawi et le Mozambique.

L'un des problèmes que pose la dynamisation des exportations agricoles est que les moyens d'y parvenir peuvent laisser de côté les petits exploitants. Les circuits de distribution de fruits et légumes jadis créés avec de petits producteurs, en Afrique, sont aujourd'hui approvisionnés par de grandes exploitations agricoles qui assurent sur place le conditionnement des produits et qui, pour la plupart, sont gérées directement par des sociétés d'exportation. La disparité entre ces grandes exploitations ne cesse par ailleurs de croître. Cela tient au fait que la chaîne d'approvisionnement est conditionnée par l'acheteur et que certains supermarchés choisissent d'organiser cette chaîne non pas directement, mais en externalisant un grand nombre de fonctions auprès de fournisseurs de leur choix. Ce choix se faisant en fonction de l'aptitude à livrer des produits contrôlés phytosanitairement, préparés, emballés et munis de codes-barres dans les 24 heures suivant la commande, une multitude de fournisseurs ont été remerciés (Gibbon, 2001).

Pour en venir aux exportations de services, le tourisme international devrait théoriquement contribuer à faire reculer la pauvreté au travers des dépenses touristiques qui ont un vaste effet multiplicateur de revenu, qu'il faudrait voir se diffuser au niveau de l'économie locale en raison de l'apport local important dans l'industrie du tourisme, au niveau de la participation à la propriété industrielle ou de l'emploi généré, ainsi qu'au niveau de la fourniture locale de biens et de services. Il y a toutefois des limites d'ordre pratique à cet effet multiplicateur du tourisme dans les PMA. Ces limites sont généralement analysées en termes de « pertes » : moins l'apport local dans le produit touristique est grand, plus les pertes financières sont importantes. Ces pertes

Dans les PMA qui ont connu une période de transition au cours de laquelle le rôle des plantations ou des fermes d'État dans la production agricole destinée à l'exportation a diminué progressivement par rapport à celui des petites exploitations, le développement des exportations fait moins de laissés-pour-compte aujourd'hui que par le passé, ce qui peut favoriser un recul de la pauvreté. C'est notamment ce que l'on constate dans des pays tels que l'Éthiopie, le Malawi et le Mozambique.

sont dues essentiellement au rapatriement de bénéficiaires vers le pays d'origine de l'investisseur étranger, aux envois de fonds à l'étranger par les travailleurs expatriés employés dans le secteur et aux importations de biens et de services rendues nécessaires par l'insuffisance de l'offre dans le pays d'accueil.

Comme le montre le cas des Maldives, l'offre d'un produit touristique sophistiqué dans un pays souffrant de handicaps structurels génère souvent des pertes de tous ordres et peu de liens avec la population locale, de sorte qu'elle ne contribue guère à réduire la pauvreté.

En règle générale, ces pertes sont censées diminuer après une première étape de développement touristique réussie, si les capacités locales à affecter aux activités touristiques ont augmenté. Néanmoins, aucune corrélation n'a été trouvée, dans les PMA, entre le degré de maturité de l'industrie touristique et la diminution des pertes. Ces dernières peuvent, de fait, rester substantielles. Comme le montre le cas des Maldives, l'offre d'un produit touristique sophistiqué dans un pays souffrant de handicaps structurels génère souvent des pertes de tous ordres et peu de liens avec la population locale, de sorte qu'elle ne contribue guère à réduire la pauvreté. Pour que le tourisme ait plus de retombées bénéfiques pour les pauvres, il faut qu'au niveau national des mesures spécifiques soient prises pour mettre en valeur les ressources humaines voulues et stimuler l'esprit d'entreprise dans le secteur touristique par le biais d'appuis techniques et financiers, notamment au niveau des petites entreprises.

G. Conclusion

La présente analyse des schémas d'intégration commerciale et de la pauvreté dans les PMA donne à entendre que le commerce est aussi important dans la vie économique des PMA que dans celle des autres pays en développement, mais que les capacités d'exportation sont sous-développées. Ce problème touche particulièrement les PMA qui exportent essentiellement des produits agricoles. La pauvreté généralisée est caractéristique de la quasi-totalité des PMA. Mais, les pays où l'incidence de l'extrême pauvreté (correspondant à un seuil de pauvreté de 1 dollar par jour) est la plus grande sont les PMA dont la structure des exportations est dominée par les produits de base. Ces pays ont tendance à être bien intégrés dans l'économie mondiale sur le plan du ratio commerce/PIB et à avoir plus libéralisé leurs échanges que les PMA qui exportent des produits manufacturés et/ou des services. Mais ce sont des pays où les exportations s'accroissent plus lentement, qui se trouvent de plus en plus marginalisés dans les courants commerciaux mondiaux et où l'incidence de la pauvreté a plutôt tendance à croître qu'à décroître.

Il ne fait aucun doute que les PMA doivent s'intégrer dans l'économie mondiale, mais il faut qu'ils gèrent leur intégration d'une manière qui favorise la croissance et le recul de la pauvreté.

L'idée reçue selon laquelle la pauvreté persistante tient au faible niveau d'intégration commerciale des PMA dans l'économie mondiale et à une libéralisation insuffisante des échanges, doit être revue. L'emprise de cette idée sur la pensée politique s'explique par le fait qu'on fait passer l'objectif d'intégration mondiale avant celui de développement national. Ces objectifs, évidemment, ne sont pas sans avoir de liens entre eux. Mais ces liens devraient être étudiés de façon empirique, non sur la base de convictions et, encore moins, en partant du principe que l'intégration et le développement ne font qu'un, alors que l'intégration est plutôt un moyen de parvenir à une fin.

Le commerce international est extrêmement important pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays les moins avancés. La pauvreté régresse dans les PMA où à la fois le PIB par habitant et l'orientation à l'exportation augmentent. Il ne fait aucun doute que les PMA doivent s'intégrer dans l'économie mondiale, mais il faut qu'ils gèrent leur intégration d'une manière qui favorise la croissance et le recul de la pauvreté. La question essentielle pour la plupart d'entre eux ne concerne pas leur faible niveau

d'intégration dans l'économie mondiale, vu sous l'angle de leur ratio commerce/PIB, mais bien plutôt celle de savoir comment mettre en place des capacités d'exportation dynamiques et compétitives et comment faire en sorte que l'accroissement des exportations fasse partie intégrante d'un processus de développement durable. Pour tirer avantage de la globalisation des marchés, il est indispensable d'améliorer les capacités et de production et d'approvisionnement.

La libéralisation des échanges au sein des PMA a un rôle à jouer dans ce processus d'intégration régulée. Mais on a tort de mélanger les rôles que peuvent jouer le commerce et la libéralisation des échanges dans la réduction de la pauvreté. En outre, pour déterminer comment et quand intégrer la libéralisation des échanges dans une stratégie de développement qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté, il faut tenir compte des contraintes structurelles des PMA, en particulier du manque d'infrastructures économique et sociale, de l'étroitesse des marchés, du petit nombre d'entrepreneurs et des faibles capacités de production du secteur privé. La leçon que nous livrent quelques-uns des PMA qui sont parvenus à améliorer la compétitivité de leurs produits manufacturés est qu'il est de la plus haute importance de mettre en place une stratégie de dynamisation des exportations volontariste, comportant des aides spéciales à la production destinée à l'exportation pour créer de nouvelles capacités d'exportation. La libéralisation des échanges s'est faite progressivement en général et les accords régionaux ont joué un grand rôle dans le régime de commerce qui l'a soutenue. Il s'est mis en place un processus d'intégration stratégique dans l'économie mondiale spécialement adapté aux priorités de développement nationales.

Pour déterminer comment et quand intégrer la libéralisation des échanges dans une stratégie de développement qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté, il faut tenir compte des contraintes structurelles des PMA, en particulier du manque d'infrastructures économique et sociale, de l'étroitesse des marchés, du petit nombre d'entrepreneurs et des faibles capacités de production du secteur privé.

Annexe au chapitre 3

CLASSIFICATION DES PRODUITS ET DES PAYS UTILISÉS DANS L'ANALYSE DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS DES PMA

Classification des produits

La classification des produits utilisée dans l'analyse qui est faite de la structure des exportations de marchandises des PMA dans le présent chapitre est basée sur les travaux de Wood et Mayer (1998). Les données sur les exportations de marchandises ont été tirées de la base de données COMTRADE des Nations Unies et réparties entre deux grands groupes de produits exportés, les produits de base et les produits manufacturés. Ont été classés comme produits manufacturés tous les articles figurant dans les sections 5 à 9 de la Classification type pour le commerce international (CTCI), à l'exception de l'anhydride phosphorique et des acides phosphoriques (522.24), de l'alumine hydratée (522.56), des matières radioactives et produits associés (524), des perles fines ou de culture, pierres gemmes et similaires, autres que les diamants (667 sauf 667.29), des métaux non ferreux (68), des animaux vivants non désignés ailleurs (941) et de l'or à usage non monétaire (971).

Les produits manufacturés sont en outre subdivisés en: a) produits manufacturés à faible intensité de travail qualifié: cuirs et peaux préparés (61); produits en caoutchouc (63); ouvrages en liège et en bois, papiers et cartons (63, 64); textiles, vêtements, articles de voyage et chaussures (65, 83, 84, 85); articles minéraux non métalliques, à l'exception des pierres précieuses (66 sauf 667); fer et acier (67); articles manufacturés en métal (69); appareils sanitaires et appareillage de plomberie (81); matériel de transport autre que les véhicules routiers à moteur et les aéronefs (78 sauf 781 à 784 + 79 sauf 792); meubles et leurs parties (82); articles manufacturés divers (89); produits de base et produits manufacturés non classés ailleurs, autres que les animaux vivants, et l'or à usage non monétaire (9 sauf 941, 971); et b) produits manufacturés à forte intensité de travail qualifié: produits chimiques et pharmaceutiques (5 sauf 522.24, 522.56, 524); diamants, taillés ou autrement travaillés, mais non sertis ni montés (667.29); appareils non électriques (71 à 74); ordinateurs et matériel de bureau (75); matériel de télécommunication et semi-conducteurs (76, 776); machines électriques (77 moins 776); véhicules routiers à moteur (781 à 784); aéronefs et matériel connexe (792); instruments scientifiques, montres et équipements photographiques (87, 88).

Les produits de base sont, quant à eux, subdivisés en produits de base transformés et produits de base non transformés, en fonction de la définition qui est donnée des produits manufacturés dans la Classification internationale type par industrie (CITI). Les produits de base transformés sont ceux que la CITI classe comme produits manufacturés, mais que la CTCI classe comme produits de base. Il s'agit de produits fabriqués en usine, mais avec l'apport d'importantes quantités de matières premières locales, comme, par exemple, le thon en boîte, le vin, les cigarettes, le papier et les lingots d'aluminium.

Les produits de base sont en outre subdivisés en minéraux, métaux et combustibles d'un côté et en produits agricoles de l'autre. Les produits agricoles sont également subdivisés en produits statiques et produits dynamiques, le classement dans cette catégorie reposant sur une valeur unitaire élevée ou une élasticité-revenu de la demande supérieure à 1. La liste complète des sous-groupes de produits de base figure dans la publication de Wood et Mayer (1998).

Classification des pays

Les PMA sont classés en différents types d'exportateurs, en fonction de la part que représentaient, à la fin des années 90, les produits de base, les produits manufacturés, tels que définis plus haut, et les services dans les exportations totales de biens et de services. Celles-ci ont été calculées par addition des chiffres tirés de la base de données COMTRADE des Nations Unies pour les exportations de marchandises et des estimations faites par la

TABLEAU 2 DE L'ANNEXE. CLASSIFICATION DES PMA EN FONCTION DE LA SOURCE DE LEURS RECETTES D'EXPORTATION, FIN ANNÉES 90

Exportateurs de produits primaires (31)		Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services (18)			
Exportateurs de produits primaires hors pétrole		Exportateurs de pétrole	Exportateurs d'articles manufacturés	Exportateurs de services	Exportateurs d'articles manufacturés et de services
<i>Exportateurs de denrées agricoles</i>	<i>Exportateurs de minéraux</i>				
Afghanistan	Guinée	Angola Guinée équatoriale Yémen	Bangladesh	Cap-Vert	Mozambique Sénégal
Bénin	Libéria		Cambodge	Comores	
Bhoutan	Niger		Haïti	Djibouti	
Burkina Faso	Rép. centrafricaine		Lesotho	Gambie	
Burundi	Rép. dém. du Congo		Madagascar	Maldives	
Érythrée	Sierra Leone		Myanmar	Samoa	
Éthiopie	Zambie		Népal	Tuvalu	
Guinée-Bissau			Rép. dém. pop. lao	Vanuatu	
Îles Salomon					
Kiribati					
Malawi					
Mali					
Mauritanie					
Ouganda					
Rép.-Unie de Tanzanie					
Rwanda					
Sao Tomé-et-Principe					
Somalie					
Soudan ^a					
Tchad					
Togo					

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après des données COMTRADE, des données de la CNUCED sur les exportations de services commerciaux, CCI (2001) et divers rapports nationaux de l'EIU.

a Le Soudan devrait être considéré comme un exportateur de pétrole à partir de 1999.

CNUCED pour les exportations de services commerciaux. Ces estimations reposent en grande partie sur des statistiques de la balance des paiements. Il a également été puisé dans d'autres sources pour établir la classification, principalement dans des monographies par pays du CCI (2001) et de l'Economist Intelligence Unit (EIU).

Les pays ont été classés comme exportateurs de produits de base ou exportateurs de produits manufacturés et/ ou de services selon que les exportations de produits de base ou les produits manufacturés et les services constituaient ou non plus de 50 % de leurs exportations de biens et de services. L'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie représentent des cas limites; ces pays sont classés tous deux comme PMA exportateurs de produits de base.

Les PMA exportateurs de produits de base sont aussi répartis en PMA exportateurs de pétrole et PMA exportateurs de produits de base non pétroliers. Le premier groupe comprend l'Angola, la Guinée équatoriale et le Yémen, mais pas le Soudan. Aujourd'hui, le pétrole constitue le principal produit d'exportation de ce pays, mais la classification est fondée sur la composition des exportations de marchandises de la période 1997-1999.

Les PMA exportateurs de produits manufacturés et de services sont, quant à eux, répartis en exportateurs de produits manufacturés, exportateurs de services et exportateurs d'un panachage de produits manufacturés et de services. Cette répartition est difficile à faire, car les données concernant les produits manufacturés et celles concernant les services ne sont pas totalement compatibles.

Les PMA exportateurs de produits manufacturés sont identifiés comme les économies ayant enregistré un fort accroissement des exportations de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre depuis le début des années 80. Madagascar et le Myanmar sont inclus dans ce groupe, quand bien même leurs exportations de produits manufacturés constituent moins de 50 % des exportations de marchandises. Le groupe correspond à celui figurant dans la classification de l'OMC (2001), mais comprend Haïti en plus.

Les pays exportateurs de services sont identifiés comme ceux dans lesquels les services constituaient plus de 60 % des exportations totales de biens et de services. Si l'on appliquait strictement le critère de 50 %, Haïti, le Népal et le Mozambique ne figureraient pas dans le groupe des exportateurs de services. Mais, ces pays ont une économie très différente de celle des autres exportateurs de services et, dans les deux premiers d'entre eux, les produits manufacturés constituent plus de 75 % des exportations de marchandises.

Enfin, le Sénégal et le Mozambique sont inclus dans les pays exportateurs de produits manufacturés et de services, parce que ces deux catégories d'exportations représentent plus de 50 % de leurs exportations totales de biens et de services, mais ils ne relèvent pas des subdivisions sus-indiquées.

On trouvera ci-dessus la classification des pays, qui fait l'objet du tableau 2 de l'annexe.

Notes

1. Quelques énoncés étayant cette thèse: « C'est dans les pays dont le niveau d'intégration était plus élevé que la production à eu tendance à augmenter le plus vite, comme dans ceux qui ont le plus progressé dans la voie de l'intégration. Nombre de pays à faible revenu comptent parmi les pays les moins intégrés, par contre, et quelques-uns d'entre eux se sont encore plus marginalisés pendant cette période, connaissant baisse de revenus et recul de l'intégration » (Banque mondiale, 1996: 20); « Les pays qui adoptent les grands principes de la mondialisation et entreprennent les réformes qu'ils impliquent, libéralisant les marchés et appliquant des politiques macroéconomiques strictes, ont des chances de se rapprocher des économies avancées, comme l'ont fait avec succès les nouvelles économies industrielles d'Asie. On peut s'attendre à ce que ces pays tirent profit du commerce, gagnent des parts du marché mondial et se voient de plus en plus souvent récompensés de leurs efforts par un afflux accru de capitaux privés. Les pays qui n'adoptent pas de telles politiques risquent de perdre des parts du marché mondial ainsi que des flux de capitaux privés, et de se trouver plus à la traîne que d'autres » (FMI, 1997: 72); « Les régimes d'échanges ouverts permettent une croissance et une réduction de la pauvreté plus rapide dans les pays pauvres » (Dollar et Kraay, 2001: 27); « En règle générale, la mondialisation fait régresser la pauvreté, parce que les économies plus intégrées ont tendance à connaître une croissance plus rapide et que cette croissance est généralement largement partagée » (Banque mondiale, 2002a: 1); et « *Problème* – Les pays à l'écart de la mondialisation risquent de devenir de plus en plus marginalisés et de s'enfoncer dans la pauvreté. *Ligne d'action* – Cette situation appelle la mise œuvre de politiques et de stratégies de réduction de la pauvreté de nature à promouvoir l'intégration des pays à faible revenu dans les marchés mondiaux. Il faut que les pays riches ouvrent leurs marchés aux exportations des pays en développement » (Finance and Development, 2002). Pour une appréciation de la perspective intégrationniste qui ne soit pas purement technique, voir Rodrik (2001).
2. Les données commerciales disponibles à ce niveau ne sont pas idéales. Dans le présent chapitre, ce sont les données COMTRADE des Nations Unies qui sont utilisées pour l'analyse concernant la composition des exportations, y compris des statistiques « miroirs » en agrégats par groupes, le cas échéant, et les *Indicateurs du développement dans le monde 2001* de la Banque mondiale pour ce qui concerne les exportations et les importations de biens et de services. Dans chaque graphique, l'échantillon prend en compte le plus grand nombre de pays pour lesquels on disposait de données. Pour un aperçu général de la composition des exportations pays par pays, comme pour les problèmes posés par les données pour analyser les échanges des PMA, voir CCI (1999, 2001).
3. Le lecteur doit savoir que l'on peut utiliser différents indicateurs commerciaux pour estimer l'intégration commerciale (statistiques de la balance des paiements/statistiques commerciales, prix constants/prix courants, unités monétaires locales/dollars, ratios commerciaux estimant le PIB aux taux de change selon la PPA). Les statistiques qui ont été choisies ici (moyennes par groupes de la Banque mondiale pour les exportations et les importations de biens et de services en pourcentage du PIB) sont les moins ambiguës. D'autres indicateurs donnent des niveaux d'intégration légèrement supérieurs ou légèrement inférieurs. Pour le groupe des PMA pris globalement, par exemple, l'ensemble des échanges a représenté 41 % du PIB en 1997-98, en dollars constants de 1985, et 46 % de ce même PIB si l'on se fonde sur des estimations des exportations et des importations de biens et de services de la balance des paiements, en dollars courants.
4. Pour une analyse de cette classification, voir l'annexe 3.1.
5. Au Cap-Vert, aux Maldives et à Vanuatu, les exportations de services ont toujours été importantes.
6. Ces chiffres sont fondés sur des estimations des exportations et des importations de biens et de services de la Banque Mondiale, en dollars courants.
7. Nous remercions le FMI pour les informations qu'il nous ont fournies sur le degré d'ouverture du commerce extérieur.
8. Pour une analyse de l'incidence de la libéralisation des échanges sur l'inégalité des revenus, voir CNUCED (1997: deuxième partie, chap. 4).
9. Voir Sachs (2000) pour une analyse de la façon dont la situation géographique, la dépendance à l'égard des produits de base et la pression démographique limitent la convergence des revenus, et Ghose (2001) pour une étude de la relation entre la convergence des revenus et la croissance des exportations de produits manufacturés.
10. Pour des exemples concrets montrant que les exportations de produits de base favorisent souvent moins la croissance que celles de produits manufacturés, et pour une analyse des raisons pour lesquelles il en va ainsi, voir Fosu (1996) et Richards (2001).

Bibliographie

- African Development Bank, Asian Development Bank, European Bank for Reconstruction and Development, Inter-American Development Bank, IMF and World Bank (2001). *Global Poverty Report 2001: A Globalized Market—Opportunities and Risks for the Poor*, prepared for the G8 Genoa Summit, July 2001.
- Akyüz, Y. and Gore, C.G. (2001). African economic development in a comparative perspective, *Cambridge Journal of Economics*, 25: 265-288.
- Auty, R. and Evans, D. (1994). Trade and industrial policy for sustainable resource-based development: policy issues, achievements and prospects, UNCTAD/COM/33, Geneva.
- Balassa, B. (1970). Growth strategies in semi-industrial countries, *Quarterly Journal of Economics*, 84: 24-47.
- Banque mondiale (1996). *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale (2001). *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale (2002a). *Global Economic Prospects and the Developing Countries—Making Trade Work for the World's Poor*, World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale (2002b). *Globalization, Growth and Poverty, Policy Research Report*, Oxford University Press, Oxford.
- Barham, B., Carter, M.R. and Sigelko, W. (1995). Agro-export production and peasant land access: examining the dynamic between adoption and accumulation, *Journal of Development Economics*, 46: 85-107.
- Bhagwati, J.N. (1988) Export-promoting trade strategy: issues and evidence, *World Bank Research Observer*, 3(1): 27-57.
- Bhattacharya, D. (2000). New forms of development financing in the LDCs: the case of Bangladesh, background paper for *The Least Developed Countries 2000 Report*, UNCTAD, Geneva.
- Carter, M. and Barham, B. (1996). Level playing fields and laissez faire: postliberal development strategy in inequalitarian agrarian economies, *World Development*, 24 (7): 1133-1149.
- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (1999). *Export Performance of Least Developed Countries: Country Profiles*, Geneva.
- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (2001). *Export Performance of Least Developed Countries: Country Profiles*, technical document prepared for the ITC Business Round Table, Third United Nations Conference on the Least Developed Countries, Brussels, 16 May 2001.
- Cirera, X., McCulloch, N. and Winters, A. (2001). *Trade Liberalization and Poverty: A Handbook*, Centre for Economic Policy Research, London (<http://cepr.org/pubs/books/P144.asp>).
- CNUCED (1994). *Trade and Development Report, 1994*, United Nations publication, sales no. E.94.II.D.26.
- CNUCED (1995). Recent developments in the diversification of developing countries' commodity exports, UNCTAD/COM/62, Geneva.
- CNUCED (1996). *Trade and Development Report, 1996*, United Nations publication, sales no. E.96.II.D.6.
- CNUCED (1997). *Trade and Development Report, 1997*, United Nations publication, sales no. E.97.II.D.8.
- CNUCED (2000). *The Least Developed Countries Report 2000*, United Nations publication, sales no. E.00.II.D.21.
- CNUCED (2002). Development strategies in a globalizing world, mimeo, Division on Globalization and Development Strategies, Geneva.
- Dollar, D. and Kraay, A. (2001). Trade, growth and poverty, paper presented at the UNU/WIDER Development Conference on Growth and Poverty, 25-26 May 2001, Helsinki, Finland.
- Finance and Development (2002). Globalization: The story behind the numbers, 39(1): 8-9.
- Fonds monétaire international (FMI) (1997). *World Economic Outlook, May 1997 - Globalization: Opportunities and Challenges*, IMF, Washington DC.
- Fosu, A. (1996). Primary exports and economic growth in developing countries, *World Economy*, 19 (4): 465-475.
- Ghose, A.K. (2001). Global economic inequality and international trade, Employment Paper 2001/12, ILO, Geneva.

- Gibbon, P. (2001). Upgrading primary production: a global commodity chain approach, *World Development*, 29 (2): 345-363.
- Kirchbach, F. von (2001). An assessment of the LDC export performance from a business and product perspective, paper presented at the ITC Business Round Table, Third United Nations Conference on the Least Developed Countries, Brussels, 16 May 2001, mimeo.
- Martin, W. (2001). Trade policy reform in the East Asian transition economies, Working Paper No. 2535, World Bank, Washington DC (<http://econ.worldbank.org/view>).
- Mayer, J. (2000). Globalization, technology transfer and skill accumulation in low-income countries, UNCTAD Discussion Paper No. 150, Geneva.
- Mayer, J. (2001). Technology diffusion, human capital and economic growth in developing countries, UNCTAD Discussion Paper No. 154, Geneva.
- Mazumdar, J. (2001). Imported machinery and growth in LDCs, *Journal of Development Economics*, 65: 209-224.
- Modise, D.M. (2000). Management of mineral revenues: the Botswana experience, paper presented at the UNCTAD Workshop on Growth and Diversification in Mineral Economies, Cape Town, South Africa, 7-9 November 2000.
- OMC (2001). *Annual Report 2001*, Geneva.
- Richards, P.G. (2001). Exports as a determinant of long-run growth in Paraguay, 1966-1996, *Journal of Development Studies*, 38 (1): 128-146.
- Rodriguez, F., and Rodrik, D. (1999). Trade policy and economic growth: a skeptic's guide to the cross-national evidence, NBER Working Paper 7081, National Bureau of Economic Research, Cambridge MA, United States.
- Rodrik, D. (1999). *The New Global Economy: Making Openness Work*, Policy Essay No. 24, Overseas Development Council, Washington DC.
- Rodrik, D. (2001). Trading in illusions, *Foreign Policy*, 123: 54-62 (http://www.ciaonet.org/olj7fp7fp_MARAPR01ROD01/HTML).
- Sachs, J.D. (2000). Globalization and patterns of economic development, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 136, Heft 4, 579-600.
- Whitehead, A. (2001). Trade, trade liberalization and rural poverty in low-income Africa: a gendered account, background paper prepared for *The Least Developed Countries Report 2002*, UNCTAD, Geneva.
- Winters, L.A. (1999). Trade and poverty: is there a connection- In: Bendavid, D., Nordstrom, H. and Winters, L.A. (1999). *Trade, Income Disparity and Poverty*, Special Studies No. 5, WTO, Geneva.
- Winters, L.A. (2001). Trade policies for poverty alleviation in developing countries, paper prepared for the Series of Advanced International Policy Seminars on Trade and Development, Brussels, 6 March 2001.
- Wood, A. and Mayer, J. (1998). Africa's export structure in a comparative perspective, Study No. 4, African Development in Comparative Perspective, UNCTAD, Geneva.
- Winters, L.A. (2001). Trade policies for poverty alleviation in developing countries, paper prepared for the Series of Advanced International Policy Seminars on Trade and Development, Brussels, 6 March 2001.
- Wood, A. and Mayer, J. (1998). Africa's export structure in a comparative perspective, Study No. 4, African Development in Comparative Perspective, UNCTAD, Geneva.

